

# Le taux de chômage en hausse

Page 3

Lutte contre la criminalité

## 92 orpailleurs interceptés dans le sud du pays

Page 24

# Les DEBATS

## Votre quotidien national

Election présidentielle

# Bouteflika lève le suspense sur sa candidature

C'est désormais officiel. Le Président Abdelaziz Bouteflika a annoncé, hier, sa candidature à la présidentielle d'avril 2019 dans un message adressé à la nation diffusé par l'APS, dans lequel il prévoit, «dès cette année» s'il est élu, «une conférence nationale inclusive qui aurait pour objectif l'élaboration d'une «plateforme politique, économique et sociale», voire «proposer un enrichissement de la Constitution».

- **Belaïz désigné nouveau président du Conseil constitutionnel**
- **Sellal directeur de campagne de Bouteflika**

Page 3



Photo : Soraya E.

Nepad

## Des «avancées notables» dans le développement de l'Afrique



**D**es «avancées notables» dans le développement de l'Afrique ont été enregistrées en 2018, une année marquée par une «accélération spectaculaire» des perspectives de l'intégration à l'échelle du continent africain, a affirmé, samedi à Addis-Abeba, M. Ibrahim Assane Mayaki, secrétaire exécutif de l'Agence de développement de l'Union africaine (Adua/Nepad).

«L'année 2018 a permis de réaliser des avancées remarquables pour le développement de l'Afrique et, implicitement, pour l'Agence de développement de l'Union africaine (Adua), qui a remplacé le Nepad», a indiqué M. Mayaki lors d'un point de presse consacré au bilan annuel du Nepad, tenu en marge du 32<sup>ème</sup> Sommet de l'UA prévu hier et aujourd'hui.

Il a relevé également, une «accélération spectaculaire» des perspectives de l'intégration à l'échelle du continent africain en 2018.

«Des jalons décisifs ont été posés et des étapes irréversibles ont été franchies concernant deux des objectifs phares de l'Agenda 2063 de l'UA africaine, à savoir la création d'une zone de libre-échange à l'échelle continentale et celle d'un marché unique du transport aérien», s'est-il félicité.

Il a estimé que la zone de libre-échange continentale, entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA lors du sommet extraordinaire de Kigali (mars 2018) «ouvre des perspectives nouvelles à l'intégration régionale».

«Aux termes de cet accord, qui devra être ratifié par 22 Etats signataires pour entrer en vigueur, les droits de Douane frappant les échanges intra-africains seront progressivement éliminés, ce qui permettra aux entreprises africaines de négocier plus facilement sur le continent et de répondre aux demandes d'un marché en pleine croissance», a-t-il expliqué.

Page 4

Résidents des nouvelles cités

## Bedoui appelle les élus locaux à prendre en charge leurs préoccupations

Page 2



Election présidentielle

# Bouteflika lève le suspense sur sa candidature

C'est désormais officiel. Le Président Abdelaziz Bouteflika a annoncé hier, sa candidature à la présidentielle d'avril 2019 dans un message adressé à la nation diffusé par l'APS, dans lequel il prévoit, dès cette année s'il est élu, une conférence nationale inclusive qui aurait pour objectif l'élaboration d'une «plate-forme politique, économique et sociale», voire «proposer un enrichissement de la Constitution».



Par S. A. Mohamed

«Toutes les forces politiques, économiques et sociales du pays seraient conviées à cette conférence destinée à dégager un consensus sur les réformes et les changements que notre pays devra engager», précise-t-il dans son message à la nation, annonçant sa candidature à la présidentielle d'avril 2019. Outre l'élaboration de cette plate-forme, la conférence nationale «pourra proposer un enrichissement de la Constitution dans le respect de ses dispositions relatives aux constantes nationales, à l'identité nationale et au caractère démocratique et républicain de l'Etat».

Les conclusions qui émaneraient de cette conférence lui seront soumises à l'effet de les faire concrétiser par «les voies appropriées». Ces objectifs, considère-t-il, ne peuvent véritablement pas être atteints que si nous travaillons à améliorer la gouvernance, aussi bien dans les institutions et administrations de l'Etat, que dans le secteur des entreprises publiques et privées. D'où «l'intérêt particulier que nous devons absolument accorder à l'émergence aux postes de responsabilité et de gestion d'une ressource humaine de qualité, formée, qu'il faut absolument encourager et protéger». Les réalisations accomplies jusque-là, argue-t-il, «demeurent à parfaire» pour «rétablir et

consolider» la confiance des citoyens dans les institutions. Cet objectif nécessite également des «réponses plus adaptées aux aspirations de notre jeunesse» qui, parfois, se tient loin de la vie politique et dont certains éléments choisissent même de recourir à des tentatives d'exil, extrêmes et suicidaires». Aussi, envisage-t-il de faire «assurer une présence plus forte des jeunes dans les instances exécutives et dans les Assemblées élues pour définir et mettre en œuvre des réponses à leurs attentes». Le projet global vise également à «raffermir l'Etat de droit et la bonne gouvernance» et «conforter un développement économique fondé sur la justice sociale et l'affirmation

d'une économie nationale d'initiative, productive et compétitive. Pour atteindre ces objectifs, M. Bouteflika juge qu'il «faut d'abord vaincre le fléau de la bureaucratie grâce à une modernisation et à une décentralisation accrue de l'administration publique» et aussi accroître «la contribution des citoyens à la gestion des affaires locales à travers la mise en place de mécanismes de démocratie participative». Quant au raffermissement de l'Etat de droit, il s'agit surtout de «consolider l'indépendance» de la justice et assurer «une plus grande mise en œuvre» de ses décisions. De même, plaide-t-il, il faudra «progresser davantage» dans la lutte contre la corruption par le «renforcement des organes» chargés de cette mission ainsi que par une «plus grande implication de la société civile dans ce combat». Au plan économique, M. Bouteflika soutient que «tous les changements nécessaires» devraient être introduits «sans dogmatisme aucun» et incluraient les secteurs publics et privés nationaux et les partenaires étrangers, avec comme «seule référence, l'efficacité et la performance, la création d'emplois et l'augmentation des revenus du pays». Dans le domaine social enfin, les principes de justice et d'équité sont des «constantes nationales» dont la concrétisation nécessitera des «mises à niveau pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et garantir la pérennité de notre système de protection sociale». Concluant ces «quelques réflexions sur les contraintes et les exigences» auxquelles l'Algérie devra faire face, le président-candidat Bouteflika, en appelle «à faire prévaloir tout ce qui rassemble sur ce qui nous différencie les uns des autres dans le respect du pluralisme des visions». En outre, signalons que l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a été désigné officiellement directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, ainsi que Amara Benyounes, président du Mouvement populaire algérien (MPA), chargé de la commission de communication, en prévision de l'élection présidentielle du 18 avril 2019. C'est ce qu'a-t-on indiqué hier auprès de la permanence du candidat. M. Sellal avait déjà occupé ce poste successivement lors de l'élection présidentielle de 2004, 2009 et 2014, quand il avait conduit la campagne du Président Bouteflika. MM. Sellal et Benyounes seront assistés d'un staff composé de militants de l'Alliance présidentielle dont d'anciens cadres dirigeants. Ainsi, après plusieurs appels, notamment de l'Alliance présidentielle et avant-hier du FLN qui a tenu un grand meeting à la Coupole, le Président Bouteflika a répondu favorablement à leur «souhait».

En remplacement du défunt Mourad Medelci.

## Bouteflika désigne Tayeb Belaïz président du Conseil constitutionnel

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a désigné hier, Tayeb Belaïz, à la tête du Conseil constitutionnel, en remplacement du défunt Mourad Medelci.

Cette nomination intervient conformément à l'article 183 de la Constitution de 2016 qui stipule que «le Président de la République désigne, pour un mandat unique de 8 ans le président et le vice-président du Conseil constitutionnel».

M. Belaïz avait occupé déjà ce poste avant d'être nommé, entre 2013 à 2015, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Né le 21 août 1948 à Maghnia (Tlemcen), M. Belaïz a débuté sa carrière professionnelle au sein des services extérieurs du ministère de l'Intérieur, avant de rejoindre le secteur de la justice en occupant d'abord le poste de magistrat pendant 25 ans, puis celui de président de la cour d'Oran et de Sidi Bel Abbès

ainsi que celui de conseiller à la Cour suprême.

En 2002, M. Belaïz est nommé ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale, et en 2003, ministre de la Justice.

Avant cette nomination à la tête du Conseil constitutionnel, il occupait le poste de ministre d'Etat, conseiller spécial du Président de la République.

R.N

S.A.M.

Résidents des nouvelles cités

## Bedoui appelle les élus locaux à prendre en charge leurs préoccupations

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a appelé les Assemblées locales élues à prendre en charge les préoccupations des résidents des nouvelles cités, en optant pour «la décentralisation de proximité» au niveau des annexes d'APC situées dans ces cités.

«Vous êtes appelés à promouvoir les prestations quotidiennes offertes aux citoyens des nouvelles cités à forte concentration d'habitants, en optant pour la décentralisation de proximité dans la prise en charge des préoccupations et besoins des citoyens», a affirmé M.

Bedoui, en s'adressant aux élus locaux, en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya d'Alger, en présence des ministres des Ressources en eau et des Travaux publics et des Transports, respectivement Hocine Necib et Abdelghani Zaâlane.

Aussi, le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur «l'impératif de désigner un élu délégué dans chacune des annexes pour s'acquitter de ces missions».

Lors de sa visite de la façade maritime et des plages de la commune de Bordj El Kiffan, M. Bedoui a mis en avant l'importance de «créer des investissements de

haut niveau dans ces régions côtières pour redonner à la capitale son véritable visage», invitant les citoyens à «contribuer à la préservation de ces espaces de loisirs au profit des familles».

Echangeant avec les citoyens, le ministre a fait état du «relogement de 4 300 familles dans des logements sociaux décentes, précisant que cette opération se poursuivra en toute responsabilité, en octroyant un logement à toute personne qui en a le droit».

Il a rappelé, dans ce cadre, que «la loi sera appliquée à tous ceux qui veulent squatter les espaces publics». A cette occasion, le

ministre des travaux publics a annoncé, pour sa part, la «poursuite» des travaux d'aménagement de la baie d'Alger, saluant, dans ce sens, le rôle de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales dans la concrétisation de ce projet.

M. Bedoui, qui supervisait l'inauguration du siège de la commune de Rouiba, a réaffirmé «la disponibilité de l'administration à organiser la prochaine élection présidentielle», soulignant que «les ressources humaines et les moyens matériels sont mobilisés 24h/24 à cet effet».

Après avoir supervisé le lance-

ment des travaux d'aménagement d'Oued Réghaïa, le ministre a appelé à «la prise des mesures nécessaires à l'encontre des opérateurs industriels qui n'ont installé de stations de traitement dans leurs usines», mettant l'accent sur «l'impératif d'appliquer la loi à l'encontre de tous ceux qui mettent la santé des citoyens en péril».

M. Bedoui a procédé à l'inauguration de plusieurs projets dans les communes de Bordj El Kiffan, El Marsa, Heuraoua et Bordj El Bahri. Il inaugurera et inspectera d'autres structures dans la commune de Aïn Taya.

R. N.

Bilan arrêté en septembre 2018

# Le taux de chômage en hausse

**L'Office national des statistiques (ONS) fait ressortir un taux de chômage de 11,7%, en septembre 2018. En moyenne, plus d'un chômeur sur deux, soit 56,9% est un chômeur de longue durée, cherchant un poste d'emploi depuis une année ou plus.**



Par Karima Nacer

Il est ainsi, constaté que sur une année, le taux de chômage est en stagnation par rapport à septembre 2017.

Mais comparés à ceux établis en avril 2017 à hauteur de 11,1%, ils laissent entrevoir un léger recul de 0,6 point entre ces deux périodes.

Sur cette période, l'ONS relève que le nombre de la population en chômage a été estimé à 1,462 million de personnes en septembre dernier, contre 1,378 million de personnes en avril 2018 et 1,440 million de personnes en septembre 2017.

Par catégorie, l'Office note que le taux de chômage a augmenté chez les hommes passant de 9% en avril 2018, à 9,9% en septembre 2018 et chez les femmes, le chômage a connu une très légère baisse passant de 19,5% en avril 2018 à 19,4% en septembre 2018. Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu, précisent les résultats de l'enquête réalisée par l'ONS intitulée «Activités, emploi et chômage en septembre 2018».

Par catégorie d'âge, l'ONS relève que le taux de chômage

des jeunes de 16-24 ans a atteint 29,1% en septembre contre 26,4% en avril 2017, en hausse de 2,7 points et 28,3% en septembre 2017. Pour cette tranche d'âge, le taux de chômage a atteint 24,6% chez les hommes et 51,3% chez les femmes. Quant au taux de chômage des adultes (25 ans et plus), il a été de 8,9% en septembre 2018, avec 7,4% chez les hommes et 15,2% chez les femmes.

Les chômeurs sont tous âgés de 16 à 59 ans, sans travail et qui ont déclaré être disponibles pour travailler et ont entrepris des démarches, sur la période considérée, en vue de trouver un emploi, indique l'enquête de l'ONS.

La répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu fait ressortir que 668 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit 45,7% de l'ensemble des chômeurs. En outre, sur l'ensemble de la population en chômage, les diplômés de la formation professionnelle en constituent 26,4% (386 000 chômeurs), alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 27,9% (408 000 chômeurs).

Il a été constaté également

qu'en septembre dernier, le nombre de la population active a atteint 12,463 millions de personnes contre 12,426 millions en avril 2018, contre 12,298 millions en septembre 2017.

La population active (ou force de travail) est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage.

Selon l'ONS, la situation du marché du travail en septembre 2018 s'est caractérisée essentiellement par une augmentation «relativement timide», soit 0,3% du volume de la population active par rapport à avril 2018, avec un solde positif de 37 000 personnes.

Cette augmentation est la résultante d'un léger recul du volume de la population pourvue d'un emploi, associée à une augmentation du volume de la population qui est à la recherche d'un emploi au cours de cette même période avec un accroissement de 84 000 personnes.

Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 11,001 millions de personnes en septembre dernier contre 11,048 millions de

personnes en avril dernier, soit une baisse de 47 000 personnes, note l'ONS qui relève que cette baisse est observée essentiellement dans le secteur privé.

La population occupée est composée de 9,04 millions d'hommes (82,2% de la main-d'œuvre totale) et de 1,961 million de femmes, soit 17,8%.

L'ONS note également que près de sept occupés sur 10 sont salariés, soit 67,3%, tout en observant que cette part est plus importante auprès des femmes avec un taux de 76,8%.

En outre, les résultats de l'enquête font ressortir que 16,1% de la main-d'œuvre totale exerce dans le secteur du BTP (construction), 16,1% également dans le commerce, 15,8% dans l'administration publique hors secteur sanitaire, 14,4% dans le secteur de la santé et l'action sociale et 11,7% dans le secteur des industries manufacturières.

Par secteur juridique, il est constaté que le secteur privé absorbe 62,8% de l'emploi total avec 6,911 millions de personnes employées, contre 37,2% pour le secteur public qui emploie 4,09 millions de personnes. **K.N.**

Séminaire sur le cheikh M'barek El Mili

## L'Association des oulémas a contribué à la lutte contre l'occupant français

Les intervenants aux travaux du Séminaire national cheikh M'barek El Mili (1895/1945), ouvert à la Maison de la culture au nom du cheikh de la ville de Mila, ont soutenu que «l'Association des oulémas algériens a contribué par l'action de ces savants à la formation des cadres du Front de libération nationale et à la lutte contre l'occupant français». Dans son intervention durant la rencontre, initiée par la direction des affaires religieuses, Mohamed El Hadi Hassani, universitaire à la retraite, a mis l'accent sur le rôle politique de l'association des oulémas et sa défense de l'islam et de l'identité nationale

sous l'occupation.

L'action des oulémas de l'association basée sur «une bonne lecture des priorités de l'heure» a eu un effet majeur dans l'effondrement de l'occupation française de l'Algérie, a ajouté l'intervenant.

De son côté, le président de la Fondation Abdelhamid Ibn Badis, Abdelaziz Filali a cité des rapports français de l'année 1958, affirmant que «l'Association des oulémas sera une armée opposée à la France» et a relevé que la majorité des cadres du FLN ont étudié dans les écoles et classes de l'Association des oulémas.

Le parcours du cheikh Omar Arbaoui (1907/1984) originaire de la ville de Sidi Aïssa (M'sila) a été un des oulémas actifs de l'association dont l'activisme lui avait valu l'emprisonnement jusqu'en 1961, a indiqué le Dr Laâmri Merzoug de l'université de Batna.

Organisée à l'occasion du 74<sup>ème</sup> anniversaire de la mort du cheikh El Mili, la rencontre a été marquée par la présentation de plusieurs communications sur la vie et l'oeuvre du cheikh El Mili dont des membres de la famille ont été honorés à l'occasion par le wali de Mila, Mohamed Amier.

R. N.

Education nationale

## La grève des syndicats autonomes à Oum El Bouaghi suspendue

Par Rachid Chihab

La grève prévue pour la journée d'aujourd'hui, par les structures locales de cinq syndicats autonomes dans le secteur de l'Education nationale dans la wilaya de Oum El Bouaghi, n'aura finalement pas lieu.

Et pour cause ? Les initiateurs de cette action ont rendu public, samedi, un communiqué pour annoncer l'annulation de leur grève. «Suite aux décisions prises par les conseils de wilayas des syndicats, il a été décidé de suspendre la grève du 11 janvier et de maintenir le planning de la protestation en cas de manquements aux engagements», lit-on dans le communiqué.

Selon le document, l'annulation de la grève est intervenue suite à une réunion tenue par le directeur de l'Education dans la wilaya de Oum El Bouaghi avec les syndicats. Ce dernier s'est engagé à prendre en charge les doléances exprimées par les syndicats ayant appelé à la grève.

Le directeur s'est engagé à revoir la date de versement des salaires des travailleurs de l'Education nationale. Il a également promis aux syndicats de régler toutes les situations financières en suspens et d'annuler des visites surprises des inspecteurs dans les établissements scolaires.

Toutefois, les mêmes organisations syndicales se réservent le droit de recourir à nouveau à la grève si la direction de l'Education nationale ne respecte pas son engagement.

Le communiqué, attestant la suspension de la grève, est signé par le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), du le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (Cela) et du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte).

Pour rappel, des actions de protestation d'envergure nationale sont également inscrites au programme de l'Intersyndicale de l'Education nationale. Les dates et les modalités seront communiquées, au plus tard, le 14 février.

R.C.



Election présidentielle

# Bouteflika annonce sa candidature

C'est désormais officiel. Le Président Abdelaziz Bouteflika a annoncé hier, sa candidature à la présidentielle d'avril 2019 dans un message adressé à la nation diffusé par l'APS, dans lequel il prévoit, dès cette année s'il est élu, une conférence nationale inclusive qui aurait pour objectif l'élaboration d'une «plate-forme politique, économique et sociale», voire «proposer un enrichissement de la Constitution».



Par S. A. Mohamed

« Toutes les forces politiques, économiques et sociales du pays seraient conviées à cette conférence destinée à dégager un consensus sur les réformes et les changements que notre pays devra engager », précise-t-il dans son message à la nation, annonçant sa candidature à la présidentielle d'avril 2019. Outre l'élaboration de cette plate-forme, la conférence nationale « pourra proposer un enrichissement de la Constitution dans le respect de ses dispositions relatives aux constantes nationales, à l'identité nationale et au caractère démocratique et républicain de l'Etat ».

Les conclusions qui émaneraient de cette conférence lui seront soumises à l'effet de les faire concrétiser par « les voies appropriées ». Ces objectifs, considère-t-il, ne peuvent véritablement pas être atteints que si nous travaillons à améliorer la gouvernance, aussi bien dans les institutions et administrations de l'Etat, que dans le secteur des entreprises publiques et privées. D'où « l'intérêt particulier que nous devons absolument accorder à l'émergence aux postes de responsabilité et de gestion d'une ressource humaine de qualité, formée, qu'il faut absolument encourager et protéger ». Les réalisations accomplies jusque-là, argue-t-il, « demeurent à parfaire » pour « rétablir et

consolider » la confiance des citoyens dans les institutions. Cet objectif nécessite également des « réponses plus adaptées aux aspirations de notre jeunesse » qui, parfois, se tient loin de la vie politique et dont certains éléments choisissent même de recourir à des tentatives d'exil, extrêmes et suicidaires ». Aussi, envisage-t-il de faire « assurer une présence plus forte des jeunes dans les instances exécutives et dans les Assemblées élues pour définir et mettre en œuvre des réponses à leurs attentes ». Le projet global vise également à « raffermir l'Etat de droit et la bonne gouvernance » et « conforter un développement économique fondé sur la justice sociale et l'affirmation

d'une économie nationale d'initiative, productive et compétitive. Pour atteindre ces objectifs, M. Bouteflika juge qu'il « faut d'abord vaincre le fléau de la bureaucratie grâce à une modernisation et à une décentralisation accrue de l'administration publique » et aussi accroître « la contribution des citoyens à la gestion des affaires locales à travers la mise en place de mécanismes de démocratie participative ». Quant au raffermissement de l'Etat de droit, il s'agit surtout de « consolider l'indépendance » de la justice et assurer « une plus grande mise en œuvre » de ses décisions. De même, plaide-t-il, il faudra « progresser davantage » dans la lutte contre la corruption par le « renforcement des organes » chargés de cette mission ainsi que par une « plus grande implication de la société civile dans ce combat ». Au plan économique, M. Bouteflika soutient que « tous les changements nécessaires » devraient être introduits « sans dogmatisme aucun » et incluraient les secteurs publics et privés nationaux et les partenaires étrangers, avec comme « seule référence, l'efficacité et la performance, la création d'emplois et l'augmentation des revenus du pays ». Dans le domaine social enfin, les principes de justice et d'équité sont des « constantes nationales » dont la concrétisation nécessitera des « mises à niveau pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et garantir la pérennité de notre système de protection sociale ». Concluant ces « quelques réflexions sur les contraintes et les exigences » auxquelles l'Algérie devra faire face, le président-candidat Bouteflika, en appelle « à faire prévaloir tout ce qui rassemble sur ce qui nous différencie les uns des autres dans le respect du pluralisme des visions ». En outre, signalons que l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a été désigné officiellement directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, ainsi que Amara Benyounes, président du Mouvement populaire algérien (MPA), chargé de la commission de communication, en prévision de l'élection présidentielle du 18 avril 2019. C'est ce qu'a-t-on indiqué hier auprès de la permanence du candidat. M. Sellal avait déjà occupé ce poste successivement lors de l'élection présidentielle de 2004, 2009 et 2014, quand il avait conduit la campagne du Président Bouteflika. MM. Sellal et Benyounes seront assistés d'un staff composé de militants de l'Alliance présidentielle dont d'anciens cadres dirigeants. Ainsi, après plusieurs appels, notamment de l'Alliance présidentielle et avant-hier du FLN qui a tenu un grand meeting à la Coupole, le Président Bouteflika a répondu favorablement à leur « souhait ».

S.A.M.

En remplacement du défunt Mourad Medelci.

## Bouteflika désigne Tayeb Belaïz président du Conseil constitutionnel

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a désigné hier, Tayeb Belaïz, à la tête du Conseil constitutionnel, en remplacement du défunt Mourad Medelci.

Cette nomination intervient conformément à l'article 183 de la Constitution de 2016 qui stipule que « le Président de la République désigne, pour un mandat unique de 8 ans le président et le vice-président du Conseil constitutionnel ».

M. Belaïz avait occupé déjà ce poste avant d'être nommé, entre 2013 à 2015, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Né le 21 août 1948 à Maghnia (Tlemcen), M. Belaïz a débuté sa carrière professionnelle au sein des services extérieurs du ministère de l'Intérieur, avant de rejoindre le secteur de la justice en occupant d'abord le poste de magistrat pendant 25 ans, puis celui de président de la cour d'Oran et de Sidi Bel Abbès

ainsi que celui de conseiller à la Cour suprême.

En 2002, M. Belaïz est nommé ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale, et en 2003, ministre de la Justice.

Avant cette nomination à la tête du Conseil constitutionnel, il occupait le poste de ministre d'Etat, conseiller spécial du Président de la République.

R.N

Résidents des nouvelles cités

## Bedoui appelle les élus locaux à prendre en charge leurs préoccupations

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a appelé les Assemblées locales élues à prendre en charge les préoccupations des résidents des nouvelles cités, en optant pour « la décentralisation de proximité » au niveau des annexes d'APC situées dans ces cités.

« Vous êtes appelés à promouvoir les prestations quotidiennes offertes aux citoyens des nouvelles cités à forte concentration d'habitants, en optant pour la décentralisation de proximité dans la prise en charge des préoccupations et besoins des citoyens », a affirmé M.

Bedoui, en s'adressant aux élus locaux, en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya d'Alger, en présence des ministres des Ressources en eau et des Travaux publics et des Transports, respectivement Hocine Necib et Abdelghani Zaâlane.

Aussi, le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur « l'impératif de désigner un élu délégué dans chacune des annexes pour s'acquitter de ces missions ».

Lors de sa visite de la façade maritime et des plages de la commune de Bordj El Kiffan, M. Bedoui a mis en avant l'importance de « créer des investissements de

haut niveau dans ces régions côtières pour redonner à la capitale son véritable visage », invitant les citoyens à « contribuer à la préservation de ces espaces de loisirs au profit des familles ».

Echangeant avec les citoyens, le ministre a fait état du « relogement de 4 300 familles dans des logements sociaux décentes, précisant que cette opération se poursuivra en toute responsabilité, en octroyant un logement à toute personne qui en a le droit ».

Il a rappelé, dans ce cadre, que « la loi sera appliquée à tous ceux qui veulent squatter les espaces publics ». A cette occasion, le

ministre des travaux publics a annoncé, pour sa part, la « poursuite » des travaux d'aménagement de la baie d'Alger, saluant, dans ce sens, le rôle de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales dans la concrétisation de ce projet.

M. Bedoui, qui supervisait l'inauguration du siège de la commune de Rouiba, a réaffirmé « la disponibilité de l'administration à organiser la prochaine élection présidentielle », soulignant que « les ressources humaines et les moyens matériels sont mobilisés 24h/24 à cet effet ».

Après avoir supervisé le lance-

ment des travaux d'aménagement d'Oued Réghaïa, le ministre a appelé à « la prise des mesures nécessaires à l'encontre des opérateurs industriels qui n'ont installé de stations de traitement dans leurs usines », mettant l'accent sur « l'impératif d'appliquer la loi à l'encontre de tous ceux qui mettent la santé des citoyens en péril ».

M. Bedoui a procédé à l'inauguration de plusieurs projets dans les communes de Bordj El Kiffan, El Marsa, Heuraoua et Bordj El Bahri. Il inaugurera et inspectera d'autres structures dans la commune de Aïn Taya.

R. N.

Adrar

# Première opération d'exportation de ciments vers le Niger

La première opération d'exportation d'une cargaison de 2 000 tonnes de ciments a été effectuée samedi vers le Niger à partir de la cimenterie du groupe El Hamel Sidi Moussa, implantée dans la commune de Timegtène (270 km à l'est d'Adrar).



« Cette importante opération traduit les orientations de la sage politique du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, visant la promotion et l'encouragement de l'investissement dans le sud du pays pour impulser la cadence de développement local », a souligné le secrétaire général (SG) de la wilaya d'Adrar, Abed Belmehal, lors de la cérémonie du lancement de cette première exportation.

Le P-DG du groupe de transport de marchandises et logistique (Logitrans), Boualem Kini, a indiqué que « les services du groupe ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels, dont 50 camions, pour acheminer régulièrement le produit vers la région d'Agades (Niger), sur une distance de 2 000 km, via le poste frontalier d'In Guezzam, (wilaya de Tamanrasset).

L'exportation de ciments s'ef-

fectue en coordination avec ce groupe qui prend en charge le transport, en tranches de 8 000 tonnes par mois, de cette matière vers le Niger, a-t-on expliqué.

Pour sa part, le directeur régional du commerce, Djilani Seboui, a fait savoir que « cette opération d'exportation s'insère au titre de la stratégie nationale visant la promotion et la diversification des exportations hors-hydrocarbures », ajoutant que « le secteur du commerce s'emploie à accompagner les opérateurs exportateurs par le biais de diverses facilités et mesures incitatives pour soutenir le produit national qui », a-t-il dit, « demeure sollicité sur le marché extérieur, qui se traduit par les caravanes du produit algérien vers la Mauritanie ».

Le directeur de la chambre du commerce et de l'industrie CCI-Touat, Ahmed Belalem, a, de son côté, valorisé cette démarche qui constitue « un bon qualitatif » en termes de promotion du commerce

extérieur entre l'Algérie et les pays du Sahel dans le but de consolider les relations économiques entre l'Algérie et les pays africains.

Le gérant de la cimenterie de Timegtène a fait part, à ce titre, que des programmes d'exportation sont projetés en perspective vers d'autres pays africains, dont le Mali, la Mauritanie, le Burkina-Faso, à la faveur de la mise en service d'un autre train de production annuelle au niveau de cette cimenterie d'une capacité de 1,2 million de tonnes, qui vient se greffer à l'actuel train de production d'une quantité de production similaire.

Le Président de l'Assemblée populaire communale de Timegtène, Hassani Cherif, a, à cette occasion, souligné que cette collectivité constitue depuis une destination de l'investissement à la faveur des énormes potentialités prometteuses qu'elle recèle notamment dans les créneaux de l'industrie, l'agriculture et le tourisme, susceptibles de propulser la

dynamique de développement économique et de développement local, la création de richesses et d'emplois.

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, avait déclaré que « l'Algérie ambitionnait d'augmenter ses exportations en ciment à un demi-milliard de dollars (USD), dans les cinq prochaines années ».

S'exprimant en marge de sa dernière visite dans la wilaya de Béchar, le ministre avait fait savoir que « l'excédent de la production du ciment devrait atteindre, au cours de cette future échéance, entre 10 à 15 millions de tonnes, ce qui permettra, a-t-il ajouté, de porter les exportations de cette matière à 500 millions de dollars (USD) ».

Les exportations du ciment ont atteint un million de tonnes en 2018, a rappelé M. Yousfi, ajoutant qu'elles devront atteindre les deux millions de tonnes en 2019.

T. A.

Modernisation de la filière avicole

## L'organisation et la formation, un «défi à relever»

Les participants à une journée d'étude sur la situation de la filière avicole, tenue samedi à Guelma, ont considéré que l'organisation et la formation représentent aujourd'hui « les grands défis à relever » pour le développement et la modernisation de cette filière à l'échelle nationale.

« L'organisation de toute la chaîne de production jusqu'au produit final est devenu plus qu'impératif actuellement », a affirmé le secrétaire général du conseil national interprofessionnel de la filière avicole (Cnifa), El Hadi Tebhiret, soulignant que « les dysfonctionnements observés de l'offre et de la demande risquent de causer la cessation d'activités de nombreux professionnels ».

Au cours de cette rencontre initiée à la maison de la culture de la ville de Guelma par le Cnifa avec le concours de la direction des services agricoles et de la Chambre de l'agriculture, le même intervenant a indiqué que la production

nationale d'oeufs estimée annuellement à 8 millions d'unités, soit 2,5 % de plus que les besoins nationaux, a fait baisser le prix de la plaque de 30 oeufs à 200 DA alors que le coût de revient est de 240 DA. « Devant cette situation, la solution serait l'exportation ou la régulation de la production », a-t-il soutenu. Il a en outre invité les responsables du secteur de l'enseignement supérieur à inclure dans leur offre de formation des spécialités en rapport avec cette filière qui emploie 500 000 travailleurs dont celle de spécialistes en froid pour la conservation sous froid du poulet. M. Tebhiret a relevé, à ce propos, que 82% des volailles sont abattues dans des structures dépourvues de systèmes de conservation sous froid privant le consommateur algérien du poulet congelé.

« Les objectifs voulus par la filière consistent, en premier, à préserver le pouvoir d'achat du citoyen en lui offrant du poulet et des oeufs à prix raisonnable », a affirmé, de son côté, le président

du Cnifa, El Moumen Koli lors de son intervention durant la rencontre tenue en présence des autorités de wilaya et des représentants d'opérateurs et cadres administratifs de 14 wilayas dans l'est du pays.

« L'éradication des activités informelles dans cette filière est également un impératif pour parvenir à sa modernisation, à l'autosuffisance et s'orienter vers l'exportation », a ajouté M. Koli, saluant les mesures des autorités publiques pour soutenir la filière au travers, notamment, les mesures prises par les walis pour l'encouragement des investisseurs.

La rencontre a donné lieu à des conférences sur la situation de l'aviculture et la santé animale et les modalités de l'accompagnement bancaire des aviculteurs. Elle a permis aussi aux professionnels de la filière d'exprimer leurs préoccupations liées, entre autres, au défaut de régulation des prix dont ceux des poussins dont le coût est passé de 60 à 130 DA l'unité.

S. T.

Conversion de gaz  
L'italien ENI et  
le saoudien  
Sabic  
développent  
une technologie  
commune

L'Entreprise italienne des hydrocarbures (ENI) et l'entreprise saoudienne de la chimie Sabic ont signé un accord pour développer une technologie de conversion du gaz naturel en gaz de synthèse pouvant être transformé en combustibles, a indiqué ENI dans un communiqué publié sur son site Web.

L'accord conclu vendredi entre Eni et Sabic porte sur le développement commun d'une technologie innovante de conversion du gaz naturel en gaz de synthèse permettant de produire des carburants et des produits chimiques de grande valeur, tels que le méthanol, a précisé le communiqué.

Le partenariat comprendra, entre autres activités, la construction d'une usine de démonstration industrielle qui sera construite et exploitée dans des locaux industriels d'ENI.

Le projet de développement fera progresser la technologie, qui repose sur l'oxydation partielle catalytique en phase de contact (SCT-CPO) du gaz naturel, afin de soutenir davantage les activités de ENI et Sabic en utilisant de manière plus efficace le fossile le plus propre et le moins émetteur de gaz à effet de serre.

Selon la même source, « cette technologie a été initialement développée par ENI après une période de R & D intensive. Cela a été couplé à la recherche et au développement de réacteurs à court temps de contact de Sabic et à la connaissance approfondie de la société en matière d'intégration de la génération de gaz de synthèse dans les processus de production de produits chimiques dérivés.

Pour ENI, « cette technologie commune constituera un moyen véritablement novateur de production de gaz de synthèse et d'intégration dans des applications de grande valeur afin d'obtenir des Capex et des Opex inférieurs, une efficacité énergétique supérieure, une empreinte carbone réduite et une grande flexibilité pour les matières premières ».

Bilal L.

Russie

# Un archipel arctique décrète l'état d'urgence face à une invasion d'ours

Un archipel arctique russe a décrété samedi l'état d'urgence face à une invasion de dizaines d'ours polaires agressifs, des animaux affectés par le réchauffement climatique et la fonte des glaces, qui attaquent les gens dans la rue et font intrusion dans les immeubles d'habitation, selon les autorités régionales.



anciens bâtiments militaires soviétiques avaient été démolis en 2015-2018 sur la Nouvelle-Zemble puisque des ours polaires «s'y étaient installés».

Bilal L.

Haïti

## Des morts et des blessés suite à l'accident d'un blindé de l'ONU

Quatre personnes ont été tuées et neuf autres blessées samedi soir à Port-au-Prince dans un accident de la circulation, impliquant un blindé des Nations unies, selon les bilans fournis par la police nationale d'Haïti (PNH) et l'ONU. Le véhicule de la mission des Nations unies pour l'appui à la justice (Minujusth) aurait, selon les témoins, perdu l'usage des freins alors qu'il circulait sur l'un des principaux axes de la capitale. Le blindé serait alors entré en collision avec un tap-tap, véhicule de transport en commun haïtien. Une enquête est en cours pour déterminer les causes précises de l'accident. «Quatre passagers du tap-tap ont été tués et plusieurs autres ont été blessés dans l'accident» a indiqué à l'AFP, Gary Desrosiers, porte-parole de la PNH. «Parmi les blessés figurent deux policiers Minujusth qui se trouvent actuellement dans le coma et un policier haïtien, qui accompagnait les forces de l'ONU dans le blindé» a-t-il précisé. La Minujusth a précisé dans un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche, qu'un citoyen haïtien et huit policiers des Nations unies font actuellement l'objet de soins. La mission onusienne a été déployée en Haïti en octobre 2017 pour succéder à la mission des Casques bleus (Minustah) créée en 2004 suite à l'éviction du président Jean-Bertrand Aristide sous la pression d'une insurrection armée et d'une révolte populaire. Le mandat de la mission, qui compte actuellement 995 policiers, prévoit une diminution progressive de ses effectifs jusqu'à la fin de son mandat prévu pour octobre 2019.

R. I.

Inde

## Plusieurs morts après consommation de boissons frelatées

Au moins 47 personnes sont mortes dans le nord de l'Inde après avoir consommé des boissons frelatées, ont indiqué samedi soir les autorités locales. Selon ce bilan, 36 personnes sont mortes dans le district de Saharanpur, dans l'Etat d'Uttar Pradesh et 11 autres dans les districts voisins de Kushinagar et Haridwar, dans l'Etat d'Uttarakhand.

Les victimes auraient pris du vin mélangé à de l'alcool méthylique, un produit toxique, a précisé le directeur général de la police d'Uttarakhand, Anil Raturi. Plus d'une douzaine de responsables du département des accises de l'Etat du district de Haridwar ainsi que quatre policiers ont été suspendus à la suite de cet incident, a-t-il fait savoir.

Reda A.

L'archipel de Nouvelle-Zemble (nord-est de la Russie) - dont la population est estimée à environ 3 000 habitants - est confronté à ce phénomène depuis décembre, expliquent les autorités régionales dans un communiqué.

«Je suis sur la Nouvelle-Zemble depuis 1983, mais je n'ai jamais vu une invasion si massive des ours polaires», assure le chef de l'administration de l'archipel, Jigancha Moussine.

Une cinquantaine d'ours polaires rendent régulièrement visite à Belouchia Gouba, le plus grand village de l'archipel où est basée une garnison militaire russe, certains animaux faisant preuve d'un «comportement agressif», lui fait écho son adjoint, Alexandre

Minaïev. «Ils attaquent les gens et pénètrent dans des immeubles d'habitation et de service», précise-t-il.

«Entre six et 10 ours polaires se trouvent en permanence sur le territoire du village», selon M. Minaïev. «Les gens sont effrayés, ils ont peur de sortir de la maison, les parents ont peur de laisser leurs enfants aller à l'école», a-t-il souligné.

Les ours polaires sont victimes du réchauffement global, et la fonte des glaces dans l'Arctique les force à passer plus de temps à la recherche de nourriture.

Ils sont reconnus comme espèce en danger et la chasse des ours polaires est interdite en Russie. Pour l'heure, les autorités cherchent à chasser les ours polaires des immeubles d'habitation à l'aide de véhicules

de patrouille et de chiens. «Mais ces mesures ne font pas l'effet recherché», ajoute le communiqué.

Si le recours aux signaux lumineux et sonores n'aide pas à régler le problème, «l'abattage des animaux pourrait être la seule mesure qui s'imposera pour assurer la sécurité» des habitants, poursuit-on de même source.

Pour le moment, l'agence fédérale russe chargée de la surveillance de l'environnement refuse d'autoriser l'abattage des «animaux les plus agressifs», précise le communiqué. Mais elle a décidé d'envoyer sur l'archipel une commission pour faire une évaluation de la situation.

En janvier, le ministère russe de la Défense avait annoncé que plus de 400

Japon

# Renforcement de la lutte contre la maltraitance des enfants

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a promis samedi de lutter contre le nombre croissant de cas de maltraitance à enfants au Japon après la mort d'une fillette de 10 ans qui aurait été tuée par son père violent, un fait divers qui a choqué le pays selon des sources médiatiques.

Mia Kurihara a été retrouvée morte dans la salle de bains de son domicile à Chiba près de Tokyo le mois dernier, après avoir lancé de multiples appels à l'aide auxquels les autorités n'ont pas répondu. Ses parents ont été arrêtés, soupçonnés d'agression sur leur fille. Son père l'aurait régulièrement maltraitée et empêchée d'aller à l'école. Un an avant sa mort, la fillette avait demandé à son professeur d'empê-

cher son père de «la battre et lui donner des coups de pied». Elle avait été placée temporairement sous la protection des services de protection de l'enfance, mais a été rendue à des proches, deux mois plus tard. Puis en mars dernier, elle est retournée vivre chez ses parents.

Une vidéo trouvée par la police sur le téléphone mobile de son père le montre en train de la battre, pendant qu'elle crie «Papa, je suis désolée», ont rapporté des médias locaux. Cette affaire, qui a eu un large retentissement dans les médias, a poussé le gouvernement à prendre des mesures. «Ce cas douloureux n'est que trop regrettable», a déclaré M. Abe aux membres du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir, assurant que «la protection de

la vie des enfants est la responsabilité de nous, adultes».

Le gouvernement a ordonné aux centres chargés de la protection de l'enfance à travers le pays de s'assurer, dans un délai d'un mois, que tous les enfants soupçonnés d'avoir été maltraités sont en sécurité, a déclaré M. Abe. Il s'est engagé aussi à augmenter de 1 000 le nombre de travailleurs sociaux engagés dans la protection de l'enfance actuellement au nombre de 3 200.

La police a signalé aux services sociaux 80 104 cas de mineurs soumis à de mauvais traitements présumés en 2018, un chiffre en hausse de 22,4% sur un an, selon le *Kyodo News*.

G. H.

Cancer

# Faire suivre le dépistage par une prise en charge thérapeutique, une obligation

Le dépistage d'un cancer doit être systématiquement suivi en cas de diagnostic positif d'une prise en charge thérapeutique du patient, a indiqué, samedi à Tizi Ouzou, le président de la conférence des doyens des Facultés de médecine et membre du comité de coordination du plan national anti-cancer, le Pr Salah-Eddine Bendib.



Intervenant lors de la deuxième journée de formation continue en cancérologie, organisée au siège de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou par la Société algérienne de formation continue en cancérologie (Safcc), le Pr Bendib a souligné que «tout dépistage organisé exige la mise en place d'un réseau de prise en charge identifié».

Qualifiant de «faute éthique grave» d'organiser une opération de dépistage et dire à une patiente chez laquelle on a découvert cette pathologie «vous avez un cancer du sein, débrouillez-vous pour vous soigner», ce spécialiste a indiqué que le plan national anti-

cancer 2015/2019, qui prévoit le lancement à travers le territoire national le «dépistage organisé» basé sur la formation, une deuxième lecture des résultats par un centre spécialisé et une prise en charge thérapeutique, «exige pour toute opération de ce genre, l'identification de tout le réseau pour une prise en charge parfaite et complète du patient». S'adressant à ses collègues, aux autorités locales et aux représentants du mouvement associatif, présents à cette rencontre à laquelle a pris part le wali, Abdelhakim Chater, le Pr Bendib a exprimé la disponibilité du comité de coordination du Plan national anti-cancer à aider la wilaya de

Tizi Ouzou à mettre en place un dépistage organisé du cancer du sein, si les moyens humains et matériels nécessaires sont réunis conformément au cahier des charges régissant cette opération (conformément au plan national anti-cancer).

Le Pr Bendib a rappelé, que le premier dépistage organisé du cancer du sein a été lancé le 2 février dernier dans la wilaya de Biskra. Il sera prochainement étendu à quatre autres zones pilotes retenues dans le plan national anti-cancer, à savoir Laghouat qui est déjà programmée pour le 12 de ce même mois, puis Tipasa, Tlemcen, Maghnia, Constantine et Jijel. «Ces dépistages organi-

sés qui toucheront des femmes âgées entre 40 et 69 ans seront progressivement étendus à l'ensemble du territoire national», a-t-il dit.

Lors de cette rencontre, les différents intervenants, qui ont déploré un diagnostic tardif du cancer du sein, ont rappelé que cette pathologie est la première cause de mortalité chez la femme et que 12 000 nouveaux cas sont enregistrés chaque année.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, M. Chater a indiqué que sur 1 200 nouveaux cas de cancer déclarés annuellement, environ 400 sont des cancers du sein.

L'ensemble des intervenants ont insisté sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein pour augmenter les chances de guérison. A ce propos, il a été souligné que neuf cancers du sein sur 10 guérissent lorsqu'ils sont diagnostiqués et pris en charge dès l'apparition de la maladie.

Le chef de service oncologie au Centre Pierre et Marie Curie (Alger), le Pr Kamel Bouzid a relevé que le diagnostic et la prise en charge précoce du cancer du sein «permet d'avoir un traitement curatif qui évite la mutilation (ablation du sein), mais aussi de réduire le coût de la prise en charge thérapeutique d'un cas au stade avancé de la maladie, voire métastatique, évalué à plus de 10 millions de DA par an et par personne contre 600 000 DA pour un cancer pris en charge juste après son apparition».

Le président de la Safcc, le Dr Salah Laouar Abdelhamid, a indiqué que le diagnostic tardif du cancer en Algérie est dû essentiellement à «l'absence d'information sur le dépistage et la non-généralisation de ce dernier à l'ensemble du territoire national». Cette situation peut changer, a-t-il dit, «grâce au Plan national anti-cancer et à la nouvelle loi sanitaire qui sont les outils institutionnels très importants qui permettent aux professionnels de la santé de travailler dans un cadre organisé et de mener des actions coordonnées avec des objectifs bien définis». **H. K.**

Pour mieux lutter contre le cancer

## Appel à asseoir les mécanismes de coordination entre les CAC du pays

Les participants au 1<sup>er</sup> séminaire international du centre anti-cancer CAC de Sétif ont appelé, samedi, lors de la clôture de cette manifestation scientifique, à trouver des mécanismes de coordination entre les différents CAC du pays «pour mieux lutter contre cette maladie».

Cette démarche «à concrétiser sur le terrain», permettra la rationalisation des dépenses mobilisées par le trésor public pour traiter les pathologies cancéreuses, ont souligné des experts au terme de ce séminaire international organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le cancer et l'évaluation du plan national de lutte contre cette maladie (2015-2019) à l'université Ferhat Abbès (Sétif) à l'initiative du CAC de Sétif en collaboration avec l'université et le directeur du registre du cancer, le professeur

Mokhtar Hamdi Chérif et l'association locale Ennour pour la lutte contre le cancer.

La prévention demeure primordiale pour réduire cette maladie, ont insisté dans leurs recommandations les professeurs, spécialistes et autres partenaires dans le domaine de lutte contre le cancer, venus de France, de la Tunisie, de l'Arabie Saoudite et de plusieurs universités du pays.

Outre la généralisation de la formation continue à tous les niveaux (pour les médecins, infirmiers et psychologues), les participants à ce séminaire international ont recommandé l'adoption de commissions mixtes spécialisées comme mesure préliminaire pour une meilleure prise en charge des malades atteints du cancer.

A cette occasion, le président du séminaire, également

chef service d'oncologie au CAC de Sétif, le professeur Hocine Adlène Dib a rappelé «les pas géants» réalisés par l'Algérie dans le domaine de la lutte contre cette maladie, notamment dans le cadre du plan quinquennal 2015-2019 à travers la réalisation d'un nombre important de CAC en plus d'autres acquis de grande importance.

Ce séminaire médical de deux jours tenu à la salle des conférences Mouloud Kacem Naït Belkacem de l'université Ferhat Abbès a été une occasion pour débattre plusieurs thèmes en rapport avec «la stratégie de gestion des CAC dans le pays», «les nouveautés réalisées à l'échelle mondiale dans le domaine du cancer du sein, et des poumons, entre autres» et ce, dans le cadre d'ateliers et communications. **R. S.**

Chlef

## Formation en gynécologie au profit des médecins généralistes

Une rencontre de formation en gynécologie et obstétrique a été organisée, samedi à Chlef, au profit des médecins généralistes, appelés à s'enquérir des dernières nouveautés et techniques en cours dans le domaine.

Organisée par l'Association du corps médical privé de la wilaya de Chlef, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la formation médicale

continue des médecins généralistes, visant l'actualisation de leurs connaissances, tout en les informant des résultats des dernières recherches du domaine médical, a indiqué le président de l'association organisatrice, Ahmed Benkhaled. Les participants à cette formation, dont des sages-femmes, ont examiné les dernières évolutions en cours dans le domaine de la gynécologie et obs-

tétrique, notamment concernant le suivi des femmes enceintes et des complications éventuelles liées à leur état, par, entre autres, la présentation de cas d'expériences vécues, par eux, durant leur cursus professionnel.

De nombreux médecins participants, rencontrés par l'APS, à cette occasion, ont salué l'organisation de ce type de rencontres, constituant, pour eux, «une fenêtre

ouverte sur les recherches et développements en cours, dans le domaine, au double plan national, (considérant la participation de médecins d'Alger et de Sidi Bel Abbès) et mondial», ont-ils souligné.

Pour le Dr Boutine Fatima, il s'agit là d'une opportunité, pour «réactualiser mes connaissances en matière de gynécologie et obstétrique» a-t-elle dit, tout en ren-

contrant des spécialistes qui vont contribuer à «l'amélioration de mon expérience professionnelle», a-t-elle ajouté.

Des laboratoires pharmaceutiques locaux ont marqué leur participation à cette rencontre, par une exposition mettant en exergue les derniers médicaments en cours dans les domaines de la gynécologie et obstétrique. **H. Y.**

Souk Ahras

# Hausse du volume d'eau des trois barrages

**Le volume d'eau des trois barrages de la wilaya de Souk Ahras a connu une augmentation "appréciable" suite aux récentes chutes de neige et de pluie, a-t-on appris samedi d'un cadre de la direction des ressources en eau (DRE).**

**L**e barrage d'Ain Delia (85 millions m<sup>3</sup>) dont son volume qui ne dépassait pas les 4 millions m<sup>3</sup> au début de l'année en cours a atteint actuellement 30 millions m<sup>3</sup>, a précisé à l'APS le chef du service de la mobilisation des ressources en eau au sein de cette direction, Salah Eddine Aouedi, indiquant que la fonte des neiges recouvrant les monts de la wilaya est en mesure de doper cet ouvrage hydraulique de 4 à 6 millions m<sup>3</sup>



supplémentaires. Le même responsable a rappelé que 65.000 m<sup>3</sup> du barrage d'Ain Delia sont destinés à l'alimentation quotidienne en eau potable de diverses com-

munes de la wilaya dont 30.000 m<sup>3</sup> sont réservés au chef-lieu de wilaya, 4.000 m<sup>3</sup> consacrés à la commune de Sedrata et 1.000 m<sup>3</sup> pour celle de Mechroha.

Le même barrage assure également l'approvisionnement en cette ressource vitale des communes d'Ouenza et d'El Aouinet (Tébessa) par la mobilisation de 12.000 m<sup>3</sup>/jour, tandis que 11.000 m<sup>3</sup> sont affectés au bénéfice des habitants de plusieurs localités de la wilaya d'Oum El Bouaghi dont celles d'Ain Beida, d'Ain Babouche, de Berriche en plus du chef-lieu de wilaya, a encore indiqué la même source.

D'une capacité de stockage de 152 millions m<sup>3</sup>, le volume du barrage de Forum El Khanga, destiné à l'irrigation agricole, a enregistré

de son côté une hausse "sensible" passant de 25 millions m<sup>3</sup> avant les chutes de neige et pluie à 45 millions m<sup>3</sup> recensés jusqu'à présent, a-t-il fait savoir.

Les dernières chutes de neige et pluie ont eu aussi un impact positif sur l'amélioration du volume d'eau du barrage d'Ouedjet Melag (150 millions m<sup>3</sup>) qui a atteint 90 millions m<sup>3</sup> contre 50 millions m<sup>3</sup> dénombrés auparavant, selon les services de la DRE.

Par ailleurs, des travaux sont en cours pour le parachèvement du barrage d'Oued Djedra (35 millions m<sup>3</sup>) dont le taux d'avancement du projet a atteint 80 %, a-t-il signalé, notant que l'augmentation du volume d'eau dans l'ensemble des barrages de la wilaya de Souk Ahras, permettra d'assu-

rer une alimentation régulière des habitants en cette ressource vitale.

Afin d'améliorer l'approvisionnement en eau potable dans cette wilaya et atteindre les 24/24 heures, les travaux sont en cours pour le fonçage de quatre (4) puits profonds (500 mètres de profondeur) dans la localité de Taoura d'un débit évalué entre 30 et 50 litres par seconde, ont indiqué les responsables de l'agence nationale des ressources hydrauliques (antenne régionale de Constantine) de la gestion du bassin hydrique de Taoura en plus du lancement du fonçage de deux (2) autres puits profonds au bassin hydrique de M'daourouch, financés par le Fonds nationale de l'eau. **B. L.**

Oran

## Projet de réalisation d'une plage artificielle à El Manar

■ Un projet d'aménagement de la plage "El Manar" (ex Saint Michel) sur la corniche d'Arzew en une plage artificielle a été proposé récemment par un investisseur aux autorités locales et centrales du pays, a-t-on appris auprès de la direction du tourisme de la wilaya d'Oran. Le dossier technique de ce projet d'investissement de type balnéaire est à l'étude au niveau des services techniques de plusieurs directions de l'exécutif de la wilaya, a indiqué Mourad Boujenane, chef de service chargé du contrôle et du suivi des activités touristiques au niveau de la direction du tourisme, soulignant que le projet d'aménagement de cette crique, située à l'Est d'Arzew, en "plage artificielle" est le premier du genre en Algérie. Ce projet consiste en l'aménagement de la plage "El Manar" sur un périmètre de 5.000 mètres carrés dans le cadre de l'extension des activités hôtelières et touristiques. Une aire balnéaire située sur le prolongement d'une plage voisine, a déclaré à l'APS, un investisseur algérien, Chaâbane Belazzoug, qui fait partie du groupe "Plaza".

Cette plage sera pourvue d'une rampe avec accès, d'un solarium avec transat, d'une zone d'animation et autres activités touristiques de premier ordre. "Les estivants bénéficieront des services d'un établissement hôtelier de catégorie 4 étoiles (80 chambres et 36 appartements) avec piscine relevant de notre groupe, qui sera inauguré prochainement", a-t-il souligné, indiquant que ce projet de plage artificielle est situé dans le voisinage immédiat de cette structure hôtelière.

Reda A.

Bordj Bou Arreridj

## Lancement de l'opération vaccination contre la peste des petits ruminants

■ L'opération de vaccination du cheptel contre la peste de petits ruminants vient d'être lancée dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj après la réception d'un quota de 50 000 doses de vaccin contre cette épidémie, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale des services agricoles. Cette opération pour laquelle 200 vétérinaires sont mobilisés se concentrera dans un premier temps sur les communes les plus affectées par cette zoonose et plus particulièrement celles limitrophes des wilayas de Bouira, M'sila, Sétif et Bejaïa selon la même source qui a affirmé que cette action vise à faire barrage à la propagation de cette maladie et à protéger les régions intérieures de la wilaya.

La direction des services agricoles s'attend également à recevoir un deuxième quota de 50 000 vaccins supplémentaires dans les jours à venir. Cette quantité va permettre de prémunir l'intégralité du cheptel de la fièvre aphteuse qui, rappelle-t-on, a causé la mort de 600 têtes dans cette wilaya durant ces dernières semaines, a-t-on ajouté.

S. L.

Sidi Bel-Abbès

## Baisse du nombre d'affaires de crimes

**L**e service de wilaya de la Police judiciaire de Sidi Bel-Abbès a enregistré une baisse du nombre d'affaires liées au droit commun en 2018 par rapport à 2017, a indiqué mercredi le chef de la sûreté de wilaya, le commissaire Tahouri Djillali.

Animant une conférence de presse pour exposer le bilan des activités de la sûreté de wilaya, le même responsable a souligné que le service concerné a enregistré l'an dernier 3.500 affaires liées au crime de droit commun dont 2.927 traitées avec succès (83,26 %) impliquant 4.126 individus contre 3.640 affaires enregistrées en 2017 dont 3.017 traitées (82,88 %) impliquant 6.680 individus.

Cette baisse, a-t-il ajouté, est le fruit du plan de sécurité mis en pace, le déploiement de la police en H24 et des dispositions sécuritaires prises pour la prévention contre la criminalité, notamment l'information, les renseignements et les descentes de police dans les quartiers.

Au sujet des délits contre les personnes, le même responsable a signalé, à travers le territoire de la wilaya, 1.227 affaires dont 1.170 traitées avec succès (95,35



pc) impliquant 1.441 personnes dont 200 mis sous mandat de dépôt et 328 ayant bénéficié de citation directe.

Pour les affaires de délits contre les biens, il a été relevé, à la même période, 1.011 affaires dont 530 résolues (52,42 %) impliquant 729 individus dont 227 ont été placés en détention provisoire.

Pour ce qui est des crimes et délits de droit public, 617 affaires ont été enregistrées dans la wilaya en 2018 dont 315 traitées avec succès (99,67 %) impliquant 887 prévenus dont 234 mis sous mandat de dépôt, a-t-on fait

savoir.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants durant l'année dernière, un réseau de trafic de drogue et de psychotropes composé de trois individus a été démantelé et 2,622 kilos de kif traité et quatre comprimés psychotropes ont été saisis.

La conférence de presse a été mise profit pour sensibiliser sur les risques d'accidents de la circulation, la cybercriminalité, les actions de solidarité durant le ramadhan et les visites des hôpitaux et des hospices de vieilles personnes. **K. L.**



# CONFLITS ►►

Syrie

## Violents combats dans l'ultime réduit de l'EI

De violents combats opposaient, hier en Syrie, l'alliance arabo-kurde soutenue par Washington aux jihadistes du groupe Etat islamique, au lendemain du lancement de l'assaut «final» pour mettre un terme au «califat» autoproclamé de l'EI.



**A**près une montée en puissance fulgurante en 2014 et la conquête de vastes régions en Syrie et en Irak, les jihadistes sont aujourd'hui acculés sur un territoire de 4 km<sup>2</sup>, dans la province orientale de Deir Ezzor.

La «bataille finale» a été annoncée samedi par les combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenus par une coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington. Dimanche, des affrontements ont lieu dans cet ultime secteur, a indiqué à l'AFP, un commandant des FDS sur le terrain. «Il y a de violents combats. Nous avons donné l'assaut et nos hommes avancent», a-t-il ajouté. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh) a confirmé l'existence de «violents combats», rapportant des tirs d'artillerie et des raids aériens de la coalition contre des positions de l'EI.

Confrontés à cet assaut, les jihadistes - entre 500 et 600, selon les FDS - se retrouvent pris en tenaille près de la frontière irakienne, totalement bouclée.

Les combattants des FDS ont lancé leur offensive depuis le village syrien de Baghouz, repris quasi intégralement fin janvier. De l'autre côté de la frontière, des canons des artilleurs français sont prêts à tirer, l'armée française faisant partie de la

coalition internationale.

Les derniers irréductibles de l'EI sont «principalement» des étrangers, a assuré à l'AFP, un porte-parole des FDS, Mustafa Bali, ajoutant que plusieurs centaines de civils se trouveraient encore dans l'ultime réduit jihadiste.

«La bataille sera terminée dans les jours à venir», a-t-il assuré.

Le dernier carré jihadiste représente désormais moins de 1% du «califat» autoproclamé par l'EI, qui s'étalait autrefois sur une superficie similaire à celle de la Grande-Bretagne, a indiqué jeudi la coalition.

### Où est Baghdadi ?

Le président américain, Donald Trump, a lui-même pronostiqué il y a quelques jours une victoire imminente contre l'organisation ultraradicale, estimant qu'une «annonce formelle» pouvait intervenir «dès la semaine prochaine».

Anticipant déjà en décembre une défaite de l'EI, M. Trump avait annoncé le retrait à venir des quelque 2 000 soldats américains déployés en Syrie.

Au sein de la coalition internationale, des troupes françaises sont à l'oeuvre de l'autre côté de la frontière, en Irak.

Au pied des trois canons Caesar bariolés de vert et noir, d'une portée de 40 km, sont

alignés 180 obus de 155 mm prêts à l'emploi: explosifs, fumigènes, éclairants, a pu observer un journaliste de l'AFP.

«La fin est proche», a lancé samedi la ministre française des Armées, Florence Parly, en déplacement auprès des troupes françaises.

«Les terroristes sont sans chef, sans communication, dans le désordre de la déroute. Alors achevez ce combat», a-t-elle lancé à la quarantaine de militaires français cohabitant avec une centaine de soldats américains sur ce petit poste avancé, à proximité de la ville-frontière d'Al-Qaïm.

Un mystère n'a toutefois toujours pas été percé, alors que l'EI est sur le point d'être rayé de la carte : où est son chef, le «calife» Abou Bakr al-Baghdadi ?

Donné pour mort à plusieurs reprises, un message audio qui lui fut attribué a été diffusé en août dernier sur la messagerie Telegram via des comptes pro-EI.

«Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas d'informations sur une présence de Baghdadi en Syrie, et nous ne pensons pas qu'il se trouve en Syrie», a déclaré samedi M. Bali à l'AFP.

### Clandestinité

Malgré les revers, le groupe ultraradical, responsable de multiples exactions, par-

vient toujours à mener des attentats meurtriers dont des attaques suicide. Il a également revendiqué des attentats à l'étranger, notamment en Occident.

Les FDS avaient lancé en septembre leur offensive contre la dernière poche jihadiste, prenant les unes après les autres les localités tenues par l'EI.

Les combats ont tué plus de 1 200 jihadistes, contre plus de 670 combattants des FDS et plus de 400 civils, selon l'Osdh.

Plus de 37 000 personnes ont en outre fui le secteur depuis décembre, principalement des familles de l'EI, mais aussi environ 3 400 jihadistes ayant rendu les armes, d'après l'ONG.

Désormais, des centaines d'étrangers, dont femmes et enfants, se trouvent aux mains des FDS. Ces derniers réclament leur rapatriement vers leurs pays d'origine, mais les pays occidentaux sont réticents.

Outre son ultime réduit dans l'est syrien, l'EI n'a plus que des combattants dispersés dans le vaste désert qui s'étend du centre du pays à la province de Deir Ezzor.

Selon des experts, l'EI a entamé sa mue en organisation clandestine en se cachant dans le désert ou en développant des «cellules dormantes».

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a fait plus de 360 000 morts et déplacé plusieurs millions de personnes.

AFP

Irak

## Deux soldats tués lors du désamorçage d'une bombe

Deux soldats irakiens ont été tués samedi alors qu'ils tentaient de désamorcer une bombe dans la province d'Anbar, dans l'ouest du pays, a déclaré un responsable de la sécurité locale.

«Des unités de l'armée irakienne ont trouvé une bombe dissimulée en bordure d'une grande artère, dans la ville de Heet, à environ 70 km à l'ouest de la capitale de la province, Ramadi. Une équipe d'ingénieurs spécialisés a été appelée afin de procéder au désamorçage de l'engin», a indiqué le responsable du commandement des opérations de la province d'Anbar, Mahmoud al-Dulaimi.

«Malheureusement, la bombe a explosé pendant qu'ils tentaient de la désamorcer, et deux soldats de la 7<sup>e</sup> division de l'armée irakienne ont été tués», a dit M. Al-Dulaimi.

Reda A.

## Manifestations pour le départ de la coalition dirigée par les Etats-Unis

**D**es résidents des provinces syriennes de Raqqa et Deir ez-Zor ont pris part à des manifestations réclamant le retrait immédiat des troupes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, ont rapporté les médias citant le chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Dans les provinces syriennes de Raqqa et de Deir ez-Zor, les habitants continuent de manifester pour réclamer le retrait des troupes de la coalition dirigée par les Etats-Unis», a déclaré le chef du Centre

russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, le lieutenant-général, Sergueï Solomatine.

«Dans les territoires contrôlés par les Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition de combattants arabes et kurdes) soutenue par les Etats-Unis dans les provinces de Raqqa et Deir ez-Zor, les manifestations des habitants continuent, ils réclament le départ de Syrie des troupes de la coalition dirigée par les Etats-Unis», a-t-il déclaré.

M. Solomatine a ajouté que «des rassemblements avaient eu

lieu samedi dans la province de Raqqa dans les communautés d'Abou Hammad et de Havijet-Shian».

Lors des manifestations dans les localités d'Abou Hammad, de Havijet-Shian, de Sakhalbiya et de Safsafa, «les habitants ont exigé le retrait des troupes de la coalition sous commandement américain et ont appelé la communauté internationale et les autorités syriennes à venir en aide pour débloquer les fournitures humanitaires des organisations internationales», a dit le

même responsable.

La coalition, menée par les Etats-Unis, effectue régulièrement des raids en Syrie qui font souvent des victimes parmi la population civile. Les autorités syriennes ont exhorté les Nations unies à prendre des mesures contre les coupables et à faire cesser la présence illégale de la coalition sur le territoire de la Syrie.

Le 19 décembre 2018, le président américain, Donald Trump, a annoncé le départ le plus rapidement possible des militaires

américains de Syrie, ajoutant que les Etats-Unis ne joueraient plus le rôle de «gendarme du Moyen-Orient».

Selon les médias, les forces de l'armée syrienne continuent à se déployer dans la région de Manbij au nord du pays en aménageant des postes d'observation et en procédant à des manoeuvres militaires en vue de sécuriser cette zone après le départ des troupes américaines et l'appel à la protection lancé par les populations locales.

R. I.



# AFRICAINES ▶▶

Dettes cachées au Mozambique

## Des ONG demandent au Credit suisse que le pays ne rembourse "pas un centime"

Plusieurs organisations mozambicaines de la société civile ont demandé au Credit suisse que le Mozambique n'ait pas à déboursier "un centime" pour rembourser les prêts frauduleux contractés auprès de la banque dans le cadre du scandale de la "dette cachée" qui a plongé le pays dans une grave crise.



"La crise de la dette mozambicaine est le résultat direct de la collusion illégale entre le Credit suisse, des entrepreneurs et des responsables du gouvernement mozambicain, qui ont consciemment et intentionnellement agi pour nuire à une société et une économie mozambicaine déjà affaiblie", ont estimé plusieurs ONG dans une lettre adressée à la banque suisse obtenue par l'AFP.

Parmi ces organisations figurent la Fondation pour le développement communautaire de Graça Machel, l'épouse mozambicaine de l'ex-président sud-africain Nelson Mandela.

Le Mozambique est plongé

depuis 2016 dans une grave crise provoquée par la découverte d'une dette de 2 milliards de dollars que son gouvernement avait cachée. Ses bailleurs de fonds l'ont sanctionné en gelant leur aide budgétaire.

Plusieurs personnes ont récemment été inculpées aux Etats-Unis pour leur implication dans ce scandale, notamment l'ancien ministre mozambicain des Finances, Manuel Chang, actuellement détenu en Afrique du Sud, et trois ex-banquiers du Credit suisse.

"A l'exception d'un communiqué de presse sur l'arrestation de ses anciens employés, le Credit suisse n'a pas donné d'explication satisfaisante sur son implication dans la crise de

la dette illégale", ont estimé les ONG mozambicaines dans leur lettre datée du 25 janvier. Ces organisations et "la population mozambicaine rejettent avec véhémence la position de la banque selon laquelle la crise est seulement due au comportement de banquiers véreux (...). Le Credit suisse devrait être tenu responsable".

Elles ont demandé "au Credit suisse de déclarer publiquement que le peuple mozambicain ne devrait pas payer un seul centime de ces dettes et que l'argent devrait être récupéré auprès des sociétés et des individus qui ont bénéficié de ce chaos".

"Des millions de Mozambicains ont été poussés dans une plus grande pauvreté,

des gens meurent faute de médicaments dans les hôpitaux, des millions d'élèves n'ont pas accès aux livres et à une éducation de qualité en raison d'actions corrompues, illégales et malhonnêtes de la part de certains de vos employés", ont écrit les ONG.

Selon l'acte d'accusation de la justice américaine, les anciens collaborateurs du Credit Suisse "auraient entravé les contrôles internes de la banque, agi à des fins de profit personnel et cherché à cacher ces activités à la banque", avait expliqué début janvier le Credit suisse, précisant ne pas être visé par la procédure judiciaire.

AFP

RDC

## Une douzaine de morts et des évasions dans une prison du Kasai

Une douzaine de personnes ont été tuées lors d'une tentative d'évasion vendredi d'une prison du Kasai, à Tshikapa, en République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté samedi des sources concordantes.

"Neuf détenus ont trouvé la mort quand les forces de l'ordre essayaient de les reprendre. Huit autres blessés par balle ont été admis à l'hôpital de Kanzala", a déclaré à la presse Masaka Nansaka, le directeur de la prison de Tshikapa. Deux policiers et deux ex-miliciens ont également été tués, selon la même source.

Une soixantaine de détenus auraient réussi à s'évader, selon les chiffres du directeur, qui parle de 272 détenus civils et 98 détenus militaires au 7 février, et 212 détenus civils et 85 détenus militaires après les incidents. La police dit avoir repris 16 évadés.

La mort d'un milicien en détention vendredi a mis le feu aux poudres, d'après le vice-gouverneur du Kasai, Hubert Mbingho : "Ses amis se sont rendus à la prison pour récupérer le corps. Les services de la prison se sont opposés et une altercation est survenue. Les détenus en ont profité et se sont emparés d'une arme d'un policier qu'ils ont blessé". "Dans la confusion, beaucoup de détenus sont sortis et se sont jetés dans la rivière Kasai qui est à côté de la prison pour s'échapper par la nage", a-t-il ajouté. Cinq prisonniers avaient été tués lors d'une précédente tentative d'évasion dans une autre prison du Kasai fin janvier.

G. L.

Comores

## Treize candidats retenus pour l'élection présidentielle

Treize candidats participeront à l'élection présidentielle anticipée du 24 mars aux Comores, a annoncé samedi la Cour suprême. Parmi les candidats retenus, seul le chef de l'Etat sortant Azali Assoumani est soutenu par un parti, la Convention pour le renouveau des Comores (CRC), les autres se présentant comme indépendants. La Cour suprême a décidé d'invalider sept candidatures, dont celles des deux principaux concurrents au président sortant: Mohamed Ali Soilihi, dit Mamadou, aujourd'hui chef de l'Union de l'opposition, qui regroupe une dizaine de partis, et Ibrahim Mohamed Soulé, candidat du parti Juwa.

Les Comoriens sont appelés aux urnes le 24 mars pour le premier tour d'une présidentielle anticipée.

H. L.

Colonne rebelle au Tchad

## Plus de 250 "terroristes" capturés, selon l'armée

L'armée tchadienne a annoncé samedi avoir capturé plus de 250 "terroristes dont quatre principaux chefs", après qu'une colonne de rebelles est entrée au Tchad depuis la Libye fin janvier, selon un communiqué de l'état-major des armées transmis à l'AFP.

"Plus d'une quarantaine de véhicules" ont été détruits, "plusieurs centaines" d'armes sai-

sies, a indiqué l'armée, soulignant que "le ratissage continue" dans la région de l'Ennedi, dans le Nord-Est tchadien frontalier de la Libye et du Soudan.

"Plusieurs documents compromettants" ont été saisis, ajoute le communiqué sans plus de détails. Jeudi, le président tchadien Idriss Déby Itno avait affirmé en Conseil des ministres que la "colonne de mercenaires"

avait été "complètement détruite" par l'armée tchadienne épaulée par la France.

Après une incursion en "profondeur" au Tchad fin janvier de rebelles venus de Libye, N'Djamena a demandé à la France son soutien militaire. Lundi puis mercredi, Paris a annoncé avoir procédé à des frappes de Mirage 2000 contre une colonne de pick-up.

AFP

Mali

## Plus de 500 déserteurs de l'armée rentrent dans les rangs

Plus de 500 déserteurs de l'armée malienne, sur le millier qui avaient rejoint en 2012 les rangs de la rébellion dans le nord du pays, ont répondu positivement à un appel de rejoindre l'armée, a annoncé samedi un responsable de la mise en œuvre du

processus de paix.

"Aujourd'hui, sur un millier de déserteurs, 538 ont répondu physiquement présents", a indiqué samedi Zahabi Ould Sidi Mohamed, président de la Commission nationale Désarmement, démobilisation et

réinsertion (DDR), un processus né de l'accord de paix de 2015.

"Ils ont rallié les localités indiquées. C'est une bonne chose pour le processus du DDR et pour la paix", a-t-il ajouté, interrogé par l'AFP.

Mi-janvier, trois ministères -

Cohésion sociale, Défense, Sécurité - avaient "invité les militaires anciennement membres des Forces armées et de sécurité à se faire enregistrer" auprès des autorités militaires les plus proches de leur lieu de résidence.

"Certains de la Coordination

des mouvements de l'Azawad (CMA) ont répondu à l'appel. Et d'autres militaires qui sont encore tapis dans les groupes armés ont déjà annoncé qu'ils arrivaient. C'est vraiment très bon signe pour le processus", a estimé Zahabi Ould Sidi Mohamed.

# L'aide humanitaire, arme politique au coeur du duel Maduro-Guaidó

**L'entrée au Venezuela de denrées et médicaments, qui commencent à être stockés aux portes du pays pétrolier, est au coeur du duel politique entre les deux hommes qui se disputent le pouvoir : l'opposant Juan Guaidó et le président, Nicolas Maduro.**

**J**uan Guaidó, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays, a appelé l'armée à laisser passer cette aide humanitaire, essentiellement américaine pour le moment, destinées aux populations les plus vulnérables, soit quelque 300.000 personnes.

De son côté, le chef de l'Etat socialiste assure que la pénurie de médicaments et de nourriture est liée aux sanctions américaines. Il a promis de bloquer ce qu'il appelle "le show de la prétendue aide humanitaire".

Celle-ci "est au centre de la lutte entre deux blocs de pouvoir", déclare à l'AFP le politologue Luis Salamanca.

Le bras de fer "se situe au niveau des forces armées: Guaidó qui essaye de mettre les militaires de son côté et Maduro qui tente de les garder dans son camp", ajoute-t-il.

A l'aide d'une citerne, deux conteneurs, des barrières et des blocs de béton, l'armée vénézuélienne bloque depuis jeudi le pont frontalier de Tienditas.

A quelques centaines de mètres de là, côté colombien, se trouvent les hangars où commencent à être stockés l'aide d'urgence.

Pour John Magdaleno, directeur du cabinet Polity, le duel autour de ces denrées est un "événement majeur" qui "conduit inévitablement à une escalade" entre le gouvernement et l'opposition, mais aussi entre Nicolas Maduro et les pays qui soutiennent son adversaire.



re. "Finalement, ceci est entre les mains des Etats-Unis, c'est ceux qui ont la capacité de faire usage de la force", explique-t-il à l'AFP.

Le gouvernement de Donald Trump, qui a répété qu'une intervention militaire au Venezuela était une "option", a gelé les comptes des dirigeants chavistes (du nom du défunt président socialiste Hugo Chavez) et annoncé de nouvelles sanctions visant à empêcher Nicolas Maduro d'avoir accès aux revenus du brut vénézuélien qui est vendu aux Etats-Unis.

Avant un éventuel recours à la force, Washington est en train "d'épuiser tous les recours", mais "ce chapitre de l'aide humanitaire est le prélude à une escalade du conflit beaucoup plus importante qui pourrait impliquer une intervention militaire", juge John Magdaleno.

Cependant, selon la secrétaire d'Etat américaine adjointe chargée des Amériques, Kimberly Breier, Washington ne prévoit pas d'"entrer de force sur le territoire vénézuélien" pour y distribuer la nourriture et les médicaments.

#### Aide humanitaire politisée

Les Nations Unies se disent prêtes à envoyer de l'aide d'urgence au Venezuela mais seulement avec l'accord de Caracas.

"L'aide humanitaire ne devrait jamais être utilisée comme une pièce politique", a déclaré jeudi le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric.

Le Venezuela est englué depuis des années dans une grave crise politico-économique. Les expropriations ont affecté l'industrie nationale et l'effondrement de la production pétrolière, qui finance 96% du budget national, limitent

les importations des produits de première nécessité.

Plus de 80% des médicaments et du matériel médical manquent dans ce pays pétrolier, selon la Fédération pharmaceutique. Les services, tels que l'eau et l'électricité, connaissent des pannes à répétition.

Nicolas Maduro accuse les Etats-Unis de mettre en place une "coalition internationale" pour "commettre la folie d'intervenir militairement au Venezuela sous le prétexte d'une crise humanitaire inexistante".

Pour l'ex-président du Parlement, l'opposant Henry Ramos Allup, le refus du gouvernement de laisser entrer l'aide d'urgence "expose d'avantage aux yeux du monde leur violation des droits humains".

Le camp anti-Maduro dénonce l'envoi, malgré la situation actuelle,

de 100 tonnes d'aide humanitaire à Cuba, récemment frappée par une tornade.

Le gouvernement fait face à un "dilemme stratégique" car "quelque soit sa décision, il est perdant", souligne le consultant John Magdaleno.

S'il cède, en laissant passer l'aide, il reconnaît implicitement l'existence d'une crise humanitaire; s'il refuse, comme il l'a promis, il s'expose à la colère de la population.

"Maduro va s'imposer. Ca n'a plus grande importance pour lui, il est en train de jouer un jeu (qui semble être dans une) phase terminale", ce qui menace son maintien au pouvoir, conclut Luis Salamanca.

AFP

## Le 2<sup>ème</sup> sommet Trump/Kim se tiendra à Hanoï

Donald Trump a révélé vendredi que la capitale du Vietnam, Hanoï, accueillerait le deuxième sommet historique entre le président américain et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un fin février, tout en prédisant un avenir économique radieux pour la Corée du Nord.

Le pays, ainsi que la date de ce deuxième sommet historique - après celui ayant eu lieu à Singapour en juin - étaient déjà connus, mais pas sa localisation exacte.

"Mes représentants viennent juste de quitter la Corée du Nord après une réunion très productive", a écrit le locataire de la Maison-Blanche sur Twitter. Le sommet "se tiendra à Hanoï, au Vietnam, les 27 et 28 février".

"J'ai hâte de rencontrer le président Kim et de faire avancer la cause de la paix!", a-t-il déclaré.

La Corée du Nord n'a pas donné d'information officielle à propos du sommet. Kim Jong Un ne l'a pas non plus mentionné durant une réunion vendredi avec les hauts gradés de l'armée du pays.

L'émissaire des Etats-Unis pour la Corée du Nord Stephen Biegun a terminé vendredi une

visite de trois jours à Pyongyang destinée à préparer ce deuxième sommet.

De mercredi à vendredi, il s'est entretenu avec l'émissaire nord-coréen Kim Hyok Chol, afin de permettre des progrès sur "une dénucléarisation complète, la transformation des relations Etats-Unis/Corée du Nord, et la mise en place d'une paix durable sur la péninsule coréenne", a déclaré le département d'Etat américain dans un communiqué, quelques heures avant le tweet du président Trump.

Les émissaires des deux pays ont convenu de se rencontrer à nouveau avant le 27 février.

A Séoul, M. Biegun a informé samedi le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Kang Kyung-hwa, du déroulement de ses discussions à Pyongyang. Il a souligné qu'il restait encore du travail à faire avec les Nord-Coréens avant le sommet de Hanoï.

"Nous avons un dur travail à faire avec la DPRK", acronyme anglais de la République populaire démocratique de Corée, a dit M. Biegun à M. Kang. "Je suis confiant que si les deux parties restent engagées, nous pouvons faire de réels progrès", a-t-il dit.

"Nous ne savons pas où cela va aller, mais nous sommes au milieu d'une conversation", et les discussions à Pyongyang "ont été productives", a déclaré l'émissaire américain.

M. Kang a dit à M. Biegun que les Etats-Unis avaient "le soutien total" de la Corée du Sud pour le sommet à venir.

- "Fusée économique" -

Le président américain a estimé vendredi que la Corée du Nord, actuellement minée par la pauvreté, pouvait espérer de biens meilleurs jours sur le plan économique.

"La Corée du Nord, sous le commandement de Kim Jong Un, va devenir une grande puissance économique", a estimé Donald Trump dans un deuxième tweet vendredi.

Kim Jong Un "pourra en surprendre certains mais il ne me surprendra pas moi, car j'ai appris à le connaître et suis entièrement conscient de ce dont il est capable", a-t-il poursuivi.

"La Corée du Nord va devenir un autre type de fusée - une fusée économique!", s'est enthousiasmé celui qui traitait encore il y a peu le dirigeant nord-coréen d'"homme-fusée" ("Rocket

Man"), en référence aux tests de missiles balistiques nord-coréens.

Après des mois de surenchère, d'insultes personnelles et de menaces, les deux dirigeants ont amorcé un rapprochement spectaculaire au début de l'an dernier.

Lors de leur première rencontre, MM. Kim et Trump avaient signé une déclaration très vague en faveur de "la dénucléarisation de la péninsule coréenne". Mais aucun progrès n'a depuis été réalisé, les deux parties n'étant même pas d'accord sur le sens exact de cet engagement.

Les analystes espèrent que cette deuxième rencontre débouchera sur des progrès plus concrets.

Pyongyang demande un allègement des sanctions adoptées par la communauté internationale en réponse à ses programmes nucléaire et balistique interdits. Mais les Etats-Unis considèrent que ces sanctions, qui asphyxient le peuple nord-coréen, doivent être maintenues tant que la Corée du Nord n'aura pas renoncé à ses armes nucléaires.

AFP



# Les candidats démocrates à la présidentielle américaine de 2020

**S'illustrant par une diversité record, les candidats se pressent déjà en nombre du côté démocrate pour défier le républicain Donald Trump lors de la présidentielle de 2020. Voici la liste des premiers à entrer officiellement dans l'arène.**

## Elizabeth Warren

A 69 ans, la sénatrice du Massachusetts avait donné le coup d'envoi de la course du côté des grands noms démocrates en lançant, le 31 décembre 2018, un comité présidentiel exploratoire. Défiant la polémique sur ses lointaines origines amérindiennes, l'ancienne professeure de droit à Harvard, surnommée "Pocahontas" par le président Donald Trump, a officialisé sa candidature le 2 février. A gauche du parti, elle a construit sa réputation en pourfendant les errements de Wall Street.

## Cory Booker

Sénateur noir charismatique et médiatique, souvent comparé à Barack Obama, Cory Booker a annoncé sa candidature le 1er février en prêchant le rassemblement dans une Amérique divisée. Ancien maire de Newark, dans le New Jersey, cet adepte de Twitter et bon orateur âgé de 49 ans était

pressenti depuis des années pour la course à la présidentielle. En 2016, Hillary Clinton avait envisagé d'en faire son co-listier.

## Kamala Harris

Très attendue, la sénatrice de Californie qui ambitionne de devenir la première présidente noire des Etats-Unis a annoncé sa candidature le jour anniversaire de la naissance de Martin Luther King, le 21 janvier. Fille d'une chercheuse indienne en médecine et d'un économiste jamaïcain, Kamala Harris, 54 ans, a d'abord été procureure à San Francisco puis a pris la tête des services judiciaires de toute la Californie (2001-2017).

## Kirsten Gillibrand

La sénatrice de New York s'est fait un nom en luttant contre le harcèlement sexuel, notamment au sein de l'armée, avant l'émergence du mouvement #MeToo qu'elle soutient activement. A 52 ans, elle a créé un comité exploratoire le 15 janvier.

## Julian Castro

Petit-fils d'une immigrée mexicaine et ex-ministre de Barack Obama, Julian Castro a annoncé sa candidature en anglais et espagnol le 12 janvier, en plein débat agité sur l'immigration. Ancien maire de la ville texane de San Antonio, il espère, à 44 ans, devenir le premier président hispanique des Etats-Unis.

## Pete Buttigieg

Le jeune maire de la ville de South Bend, dans l'Indiana, a rejoint la course le 23 janvier avec un message résolument tourné vers l'avenir, contrepied au discours sombre de Donald Trump. Ancien militaire âgé de 37 ans, il deviendrait le premier candidat

ouvertement homosexuel à la présidentielle américaine s'il décrochait la nomination des démocrates.

## Tulsi Gabbard

A seulement 37 ans, cette élue de la Chambre des représentants originaire de Hawaï s'est lancée dans la course le 11 janvier. Soutien de Bernie Sanders en 2016, l'ancienne militaire a été critiquée pour avoir rencontré le dirigeant syrien Bachar Al-Assad en pleine guerre civile, et pour d'anciens propos anti-homosexuels qu'elle a depuis dit regretter.

## John Delaney

Elu à la Chambre des représentants où il représente le Maryland, John Delaney s'est aussi lancé très tôt dans la course, dès juillet 2017, mais ses chances semblent également minces.

## Andrew Yang

Entrepreneur très peu connu, né en 1975, il s'est lancé presque sans bruit dès la fin 2017, en mettant en garde contre les dangers des nouvelles technologies pour l'emploi américain.

## Les pressentis qui n'ont encore rien dit

Une myriade de grands noms du côté démocrate ne se sont pas encore décidés, dont l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, le sénateur et ex-candidat à la primaire démocrate, Bernie Sanders, la sénatrice Amy Klobuchar, le sénateur Sherrod Brown, l'ex-élu de la Chambre Beto O'Rourke, le milliardaire Michael Bloomberg, et le gouverneur de l'Etat du Montana, Steve Bullock.

AFP

## Défiant la polémique sur ses origines, Warren part à l'assaut de la Maison-Blanche

■ Dénonçant les inégalités tout en pourfendant Wall Street et les grandes fortunes, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren a officialisé samedi sa candidature à la présidentielle américaine de 2020, défiant avec un message résolument à gauche la controverse sur ses lointaines origines amérindiennes.

"L'étranglement de la classe moyenne est réel et des millions de familles peuvent à peine respirer", a lancé la sénatrice devant des supporters enthousiastes, à Lawrence, ancien cœur ouvrier de l'industrie textile du nord-est américain.

L'ancienne professeure de droit à Harvard a ainsi confirmé son entrée dans une course qui s'annonce rude du côté démocrate, où l'on dénombre déjà une dizaine de candidats, un an avant les premières primaires.

Et plusieurs grands noms sont encore attendus : l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, l'ex-candidat battu par Hillary Clinton en 2016, Bernie Sanders, et le milliardaire et ex-maire de New York, Michael Bloomberg.

Dimanche, une autre sénatrice démocrate, Amy Klobuchar, a promis une "grande annonce" et devrait se lancer à son tour.

En publiant bien avant sa campagne, dès octobre, les résultats d'un test ADN, Elizabeth Warren avait voulu couper court aux moqueries du président républicain Donald Trump, qui la surnomme depuis longtemps "Pocahontas" en mettant en doute ses origines.

### Peine perdue.

S'il confirme un lointain héritage, ce test a indigné des tribus amérindiennes, pour qui la parenté est avant tout culturelle plutôt que purement génétique.

Surtout, le *Washington Post* a publié cette semaine un document officiel datant des années 1980 sur lequel Elizabeth Warren se définit comme "Amérindienne", ce qui a relancé les accusations de ceux qui la soupçonnent d'avoir utilisé ses origines pour faire avancer sa carrière. Elle dément catégoriquement.

"Imposture", dénonce l'équipe de Donald Trump, lequel compte bien décrocher un second mandat.

"Les Américains rejeteront sa campagne malhonnête et ses idées socialistes", a asséné dans un communiqué samedi le responsable de la campagne Trump 2020, Brad Parscale.

"Il y a beaucoup de gens fortunés et puissants qui tenteront de nous empêcher" d'avancer, a riposté Elizabeth Warren, sur scène, à Lawrence.

La sénatrice de 69 ans a aussi taclé le président milliardaire, sans le nommer, en dénonçant l'"intolérance qui n'a pas sa place dans le Bureau ovale".

### Trump, un "symptôme"

Système de santé universel, investissements dans l'éducation, salaire minimum plus élevé, protection de l'environnement... Loin des questions sur ses origines, celle qui est sénatrice du Massachusetts depuis 2013 a voulu reprendre l'initiative en formalisant sa candidature aux primaires démocrates pour la présidentielle de novembre 2020.

Elle a insisté sur l'histoire emblématique de Lawrence, berceau d'une célèbre grève d'ouvriers immigrés en 1912. La ville du Massachusetts souffre aujourd'hui de pauvreté, témoin des ravages subis dans le secteur manufacturier, que Donald Trump avait érigés avec succès en grand message de campagne en 2016.

L'"homme à la Maison-Blanche n'est pas la cause de ce qui est cassé, mais juste le dernier, et le plus extrême, symptôme de ce qui va mal en Amérique. Le produit d'un système truqué qui fait monter les riches et les puissants en couvrant de saleté tous les autres", a lancé Mme Warren.

"Alors, quand il sera parti, nous ne pourrons pas faire semblant que tout cela n'est jamais arrivé", a-t-elle encore dit avant de se déclarer "candidate pour devenir présidente des Etats-Unis d'Amérique".

Elle avait, dès le 31 décembre, annoncé la création d'un comité exploratoire à ce dessein.

Semblant vouloir contrecarrer l'image parfois rigide qu'elle dégage, la sénatrice a multiplié les anecdotes familiales.

"C'est une candidate formidable", a déclaré à l'AFP Mathew Lueckheide, un étudiant venu assister au meeting malgré le froid. "On est prêts à se lancer, à reprendre notre pays".

S'appuyant sur ses origines modestes, Elizabeth Warren a déploré que le rêve américain soit désormais grippé. Et davantage encore pour les minorités.

Avec une population à près de 80% hispanique, Lawrence sert d'épouvantail à l'administration Trump, qui dénonce son statut de "ville sanctuaire", où la municipalité limite sa coopération avec les agents fédéraux chargés de l'immigration.

"Alors qu'il y a déjà deux candidats noirs dans la course", ses collègues sénateurs Kamala Harris et Cory Booker, Elizabeth Warren va avoir besoin des Hispaniques", décrypte John Cluverius, professeur de sciences politiques à l'université de Massachusetts-Lowell. Et selon ce dernier, "il est encore très, très tôt" pour prédire si l'affaire du test génétique "lui portera préjudice ou pas".

AFP

Immeuble effondré à Istanbul

# 21 morts, Erdogan appelle à "tirer les leçons"

**Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé samedi à "tirer les leçons" de l'effondrement d'un immeuble d'habitation de huit étages mercredi à Istanbul, qui a fait au moins 21 morts, selon le dernier bilan.**

"Nous avons de très nombreuses leçons à tirer de ceci", a déclaré à la presse le chef de l'Etat turc, après s'être rendu sur le lieu du sinistre où les opérations de secours se poursuivaient, trois jours après l'effondrement de cet immeuble dans le quartier de Kartal sur la rive asiatique d'Istanbul.

Le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soyly, a déclaré lors d'une conférence de presse télévisée en fin de soirée que le bilan s'élevait à 21 morts et 14 blessés. Le précédent bilan faisait état de 18 morts et 14 blessés.

"Nous estimions qu'il y avait 35 personnes sous les décombres, et nous avons ainsi retrouvé ces 35 personnes", a-t-il déclaré. "Mais nos opérations de recherches et de secours se poursuivent de la même façon".

M. Erdogan s'est également rendu à l'hôpital pour s'entretenir avec les rescapés, puis a assisté dans l'après-midi aux funérailles des neuf membres d'une même famille qui ont perdu la vie dans l'incident.

"Ceci est arrivé parce que ces immeubles ont été construits de façon illégale simplement pour gagner de l'argent",



a déploré le chef de l'Etat, précisant que tous les immeubles de la zone étaient en train d'être examinés.

Le ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme, Murat Kurum, a déclaré en début de soirée que dix immeubles avaient été évacués dans les environs du sinistre.

M. Kurum a précisé que l'immeuble qui s'est effondré comptait 14 appartements et trois commerces. Les autorités avaient déjà rapporté que 43 personnes étaient enregistrées à cette adresse.

Ce drame illustre l'état de fragilité dans lequel se trouvent certains immeubles d'habitation à Istanbul, avec plusieurs effondrements survenus ces dernières années.

Les médias turcs ont souligné que les trois derniers étages de l'immeuble avaient été construits sans autorisation, une pratique relativement courante à Istanbul, mégapole tentaculaire de plus de 15 millions d'habitants.

L'effondrement de l'immeuble a ravivé

les critiques à l'égard d'une amnistie accordée l'an dernier par le gouvernement aux personnes concernées par ces constructions illégales en hauteur, une mesure jugée électorale avant un scrutin municipal en mars prochain.

Les ingénieurs et les architectes tirent régulièrement la sonnette d'alarme face aux ajouts illégaux d'étages aux bâtiments qui en fragilisent la structure, mettant en garde contre une catastrophe en cas de séisme.

AFP

Canada

## Trois morts et onze blessés dans l'incendie d'un appartement

■ Trois personnes ont été tuées et onze autres blessées dans un incendie survenu samedi matin dans un appartement de Longueuil, dans la province canadienne du Québec, a rapporté samedi soir la chaîne CTV News.

L'incendie s'est déclaré dans un immeuble comptant plusieurs dizaines d'appartements vers 1h00 du matin heure locale. Quatorze personnes ont été transportées à l'hôpital, où un couple âgé d'une quarantaine d'années et une femme d'une soixantaine d'années sont décédés.

Luttant contre des vents violents, les pompiers ont mis plus de sept heures pour éteindre l'incendie.

L. T.

Mexique

## Un journaliste radio assassiné, le deuxième en 2019

Le présentateur d'un journal radio mexicain a été assassiné samedi, a annoncé le parquet local, devenant le deuxième journaliste tué en 2019 dans ce pays, l'un des plus dangereux pour les reporters.

Ce journaliste est mort "à cause de plusieurs blessures provoquées par une arme à feu", a annoncé dans un communiqué le parquet de Tabasco, dans le sud-est du Mexique. Le ministère public a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Le meurtre de Jesus Ramos Rodriguez a eu lieu "samedi matin dans un restaurant de la ville d'Emiliano Zapata", avait auparavant indiqué un porte-parole du ministère public.

Jesus Ramos Rodriguez présentait le journal de la station 99.9 FM depuis plus de vingt ans, selon les médias locaux.

Il a reçu "plus de huit balles du tireur, qui, selon les premiers témoignages, est

descendu de son véhicule et s'est dirigé directement à l'endroit où se trouvait le journaliste avant d'ouvrir le feu à bout portant", indique le quotidien El Universal.

La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a condamné l'assassinat de Jesus Ramos Rodriguez. Elle a demandé aux autorités mexicaines de "mettre en place des mesures de protection pour protéger la vie et la sécurité de sa famille" et de mener "une enquête approfondie" sur ce crime, notamment sur son lien avec la profession de la victime.

L'Etat de Tabasco (sud-est), frontalier du Guatemala, est une région où opèrent de puissants cartels de narcotrafiquants, également impliqués dans des vols de carburant et des enlèvements de commerçants et de migrants.

Le 21 janvier, les autorités avaient annoncé le meurtre du directeur d'une radio située dans l'Etat de Basse-Californie du

Sud, au nord-ouest du Mexique.

Rafael Murua, 34 ans, avait auparavant fait état de harcèlement et de menaces et bénéficiait du programme gouvernemental de protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme.

"Il avait seulement avec lui un bouton d'appel d'urgence", avait précisé à l'AFP la représentante au Mexique de Reporters sans frontières (RSF), Balbina Flores, mais n'avait pas de gardes du corps.

Ces deux morts portent à 143 le nombre de journalistes assassinés au Mexique depuis 2000, selon les chiffres de la CNDH.

Le Mexique est le deuxième pays le plus dangereux pour la presse après la Syrie, avec plus de 100 journalistes tués depuis 2000, selon RSF. En 2018, 10 journalistes ont été assassinés dans différentes régions du pays. La grande majorité de ces assassinats restent impunis.

AFP

Brésil

## Jair Bolsonaro va mieux après des complications post-opératoires

Le président du Brésil Jair Bolsonaro n'a plus de fièvre et son état évolue de manière positive, plus de dix jours après son intervention chirurgicale à l'abdomen à la suite d'un attentat à l'arme blanche l'an dernier, ont annoncé samedi ses médecins.

Le chef de l'Etat, âgé de 63 ans, se trouvait toujours en unité de soins semi-intensifs à l'hôpital Albert Einstein de Sao Paulo (sud-est), après la fermeture d'une poche de colostomie (destinée à l'évacuation des matières fécales). Celle-ci avait été posée après l'attaque qui avait failli lui coûter la vie en sep-

tembre. Il "n'a plus de fièvre et son évolution clinique et chirurgicale est bonne", ont indiqué ses médecins dans leur bulletin quotidien. Son état de santé s'améliore également "au niveau pulmonaire" et "il y a eu une amélioration au niveau des examens en laboratoire".

Jair Bolsonaro devait à l'origine quitter l'hôpital cette semaine. Mais il n'a toujours pas recommencé à s'alimenter normalement et est nourri par intraveineuse. Ses visites sont restreintes.

L'opération qu'il a subie le 28 janvier - la troisième depuis l'attentat - avait pour but de

permettre le rétablissement de la continuité intestinale pour l'évacuation des selles par la voie naturelle.

Elle avait duré sept heures au lieu de trois à quatre heures, en raison de nombreuses adhérences intestinales.

Depuis, Jair Bolsonaro a eu plusieurs épisodes de fièvre ainsi que des nausées et vomissements ayant rendu nécessaires la pose d'une sonde naso-gastrique, d'un drain et l'administration d'un traitement antibiotique à large spectre. Le traitement antibiotique a dû "être ajusté", ont précisé les médecins jeudi après l'annonce de la fièvre

et d'une suspicion de pneumonie.

Samedi, les médecins ont indiqué que la sonde naso-gastrique avait été retirée. Si le président du Brésil poursuit son traitement par antibiotiques et est toujours nourri par intraveineuse, "vu l'évolution de son transit intestinal et la bonne tolérance aux liquides, il a commencé aujourd'hui un régime à base d'aliments mous, bien tolérés", précise le bulletin. Officiellement, le président brésilien continue de diriger son pays de son lit d'hôpital depuis le surlendemain de son opération.

Reda A.

Selon le romancier Smaïl Yabrir

# L'écriture, un acte qui consacre la citoyenneté et privilégie la diversité

Le romancier Smaïl Yabrir a plaidé, à Tipasa, pour l'encouragement de l'acte d'écriture en tant qu'action culturelle consacrant la citoyenneté et la diversité.



**A**nimant, vendredi à la bibliothèque communale de la ville, une soirée littéraire sur son dernier roman *Moula El Hayra*, détenteur de l'édition 2018 du prix Mohamed Dib, le romancier, également journaliste, a décrit l'acte d'écriture comme «un sacrifice et un combat exigeant beaucoup de temps et de détermination, mais également des valeurs humaines à travers lesquelles le romancier fait son immersion dans la bataille de consécration de la citoyenneté et de l'humanité».

Abordant les conditions d'écriture de *Moula El Hayra* qui s'étale sur 60 ans de l'histoire de l'Algérie contemporaine,

Yabrir raconte que l'écriture de cette fresque humaine lui a pris cinq années «alliant, tour à tour, douleur, espoir, désespoir et certitude».

«J'ai dû arrêter de travailler durant une année, et même négliger ma petite famille pour faire aboutir ce roman», a-t-il ajouté.

S'agissant du choix de la ville de Djelfa (200 km au sud de la capitale algérienne) pour son roman, Yabrir estime que la chose s'est faite naturellement, vu sa relation intime avec la région, dont il est natif.

«Il s'agit là d'un patrimoine culturel acquis sauvegardé par notre mémoire d'enfant», a-t-il indiqué, soulignant que «notre relation avec un lieu

consacre en nous l'esprit de citoyenneté et d'acceptation de l'autre».

«Source de fierté oui, mais pas d'arrogance et d'exclusion de tout ce qui est différent de nous», a-t-il poursuivi, rejetant le sectarisme sous toutes ses formes, car en fin de compte «nous sommes tous unis par les notions de nation et humanité», estime Smaïl Yabrir.

Il a aussi cité la lecture comme un moyen idoine pour s'ouvrir sur l'autre et s'enquérir de sa culture, ses us et coutumes, tout en étant un facteur de cohésion sociale.

Yabrir a également, plaidé pour l'encouragement des activités culturelles, dont les Cafés littéraires, à travers les

établissements culturels du pays, devant, être promus, selon lui, en «espaces de rencontres, de créativité, de débats fructueux et de découverte et d'émergence de jeunes talents en herbe, qui ont opté pour l'acte d'écriture».

L'écriture, est le seul acte, qui selon le romancier, «consacre l'humanité et fait face à l'extrémisme».

Yabrir n'a pas manqué, en outre, de défendre les nombreuses valeurs humaines englobées par *Moula El Hayra*, ce roman qui propose une véritable fresque humaine dans un vieux quartier populaire de Djelfa.

K. F.

Cinéma

## Décès de l'acteur Abdelkader Tadjer

L'homme de théâtre et acteur de cinéma Abdelkader Tadjer est décédé samedi à Alger, à l'âge de 80 ans, a-t-on appris auprès de l'association Lumières.

Né en 1939, Abdelkader Tadjer avait commencé une carrière dans le 4<sup>ème</sup> art en tant que comédien et metteur en scène, puis dramaturge avant de faire son entrée dans le monde du cinéma et camper plusieurs rôles.

Au théâtre, le défunt avait commencé sa carrière au lendemain de l'indépendance de l'Algérie et côtoyé Mohamed Boudia, Mustapha Bouhrir et Hadj Omar.

Au théâtre national, il avait monté plusieurs pièces dont *Jupiter*, *Atomes*, *Mizan El Ghaba* ou encore *Madinet El Hob*. Il a également été l'auteur de scénarios de deux longs métrages de fiction *Amours interdits* (1987) et *Rai* (1988). Le défunt avait également campé des rôles au cinéma dans des oeuvres comme *Les rues d'Alger* (2002), *Chacun sa vie* (2007), ou encore *Qeddach thabni* (2011). Abdelkader Tadjer a été inhumé hier au cimetière de Sidi M'hamed à Alger.

R. G.

Aïn Lahdjet à M'sila

## Réception prochaine de la bibliothèque de lecture publique

La bibliothèque de lecture publique en cours de réalisation dans la commune de Aïn Lahdjet (wilaya de M'sila) sera réceptionnée «avant la fin du premier semestre 2019», a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la culture.

Cet établissement auquel une enveloppe financière de 28 millions de DA a été allouée, et dont la livraison a été retardée à maintes reprises pour des motifs d'ordre financiers et administratifs, va permettre de relancer les activités culturelles, scientifiques et artistiques dans la commune de Aïn Lahdjet, a affirmé la même source.

Une fois opérationnelle, cette bibliothèque assurera des prestations pour les 90 000 habitants de cette collectivité locale, selon les services de la culture qui ont relevé la détérioration des lieux, longtemps à l'abandon.

Lors d'une visite d'inspection de ce chantier, effectuée lundi dernier, le chef de l'exécutif local, Brahim Ouchen, avait exhorté les responsables du secteur de la culture à prendre toutes les mesures nécessaires pour la réception de ce projet durant le premier semestre 2019, d'autant plus que les travaux ont été lancés il y a plus de six ans.

L. M.

Orchestre symphonique cubain

## Concert à la Havane sous la houlette du Maestro Amin Kouider

L'orchestre symphonique cubain a animé, vendredi soir à la Havane (Cuba), un concert sous la houlette du maestro Amin Kouider.

L'artiste Abdellah Menai, en compagnie des membres de sa troupe, a ouvert le bal, emportant le public cubain fort présent, dans un monde mirifique où règne l'amour.

Sous la houlette du maestro Amin

Kouider, l'orchestre symphonique cubain est entré en scène en deuxième partie de soirée pour exécuter magistralement nombre de chants révolutionnaires algériens, à l'instar de *Mawtini*, *Min Djibalina* et *Ya Chahid*, pour présenter, ensuite, un florilège de succès algériens comme *Ya Rayeh*, *Goumari* et *Ya zina diri latey*.

Pour finir en beauté, deux morceaux

symphoniques ont été exécutés en hommage à Beethoven en reprenant la 7<sup>ème</sup> symphonie, puis au grand compositeur Alexandre Borodine en reprenant des merveilles du fameux opéra *Prince Igor*.

Le Salon international du livre de la Havane, dont l'Algérie est l'invité d'honneur, se poursuivra jusqu'au 17 du mois courant.

H. B.

Galerie Seen Art

## Le calligraphe Yazid Kheloufi expose *Les encres de l'âme*

Le sculpteur et calligraphe et miniaturiste Yazid Kheloufi a dévoilé une vingtaine d'oeuvres, réunies dans une exposition *Les encres de l'âme*, inaugurée samedi à Alger.

Visible jusqu'au 9 mars prochain à la galerie Seen Art, l'exposition propose aux visiteurs des tableaux et installations sur la calligraphie arabo-islamique, explorée dans

ses dimensions esthétique, spirituelle et artistique.

*Écritures crépusculaires*, *dialogues des lettres* ou encore *Tahrir square* sont, entre autres, tableaux de l'artiste qui restitue une dynamique spirituelle, inspirée des lettres arabes et de la culture soufie dans laquelle l'artiste a baigné.

Dans une installation l'artiste matérialise

la dimension artistique et esthétique des lettres arabes conçues en argile dans des formes diverses aux couleurs ocres.

Dans *Souffle*, tableau en argile conçu sous forme de pierre tombale, le calligraphe met en valeur les lettres dans une approche esthétique «ésotérique», explique l'artiste.

Utilisant l'argile comme support, Yazid

Kheloufi soutient que ses oeuvres, tableaux et installations, explorent l'«esthétique de l'être» et mettent en valeur les interactions entre les lettres arabes dans leur «dimension religieuse cosmogonique et soufie».

Né en 1963 à Tlemcen, l'artiste a exposé en Algérie et à l'étranger notamment au Maroc, Liban, Grèce, Belgique et France.

H. M.

## PAROLES DE FEMMES

"Dieu a donné aux femmes l'intuition et la féminité. Une combinaison appropriée des deux brouille facilement l'esprit des hommes que j'ai rencontrés." Page animée par Tinhinan  
Farrah Fawcett



## FEMMES

ILS ONT DIT :

« Pour bâtir un couple, il faut être quatre : un homme plus sa part de féminité, une femme plus sa part de virilité. »

Bernard Werber

## ACTU-FEMMES

# Kate Middleton, ce nouveau-venu dans son équipe qui lui redonne le sourire



Depuis quelques jours, Kate Middleton suit assidûment les conseils d'un certain Christian Jones, son nouveau directeur de la communication. Un changement qui lui redonne le sourire.

Lorsqu'on est un membre aussi important de la famille royale d'Angleterre, on doit faire attention à ses moindres faits et gestes. Tout est scruté et analysé par des experts, qui ne manqueront pas de faire savoir quand Kate Middleton ou Meghan Markle font un malencontreux écart au protocole. Pour éviter ces petits désagréments, qui ternissent peu à peu l'image des duchesses, la famille royale a fait appel à un expert. Le palais de Kensington a ainsi recruté ce cadreur de la communication, qui était plutôt habitué à rédiger les discours des membres du Parlement britannique, un certain Christian Jones. Il se charge actuellement de redorer l'image de ce que les tabloïds appellent les «Quatre Fantastiques» : Meghan Markle, le Prince Harry, Kate Middleton et le Prince William. Un changement qui fait énormément de bien à la Duchesse de Cambridge.

Pour la maman de George, Charlotte et Louis, Christian Jones a bâti un nouveau plan de communication. Selon le *Daily Mail*, il voudrait ainsi la rendre plus impliquée dans la vie des Britanniques, mais surtout : plus accessible. Dans l'ombre de Meghan Markle depuis sa dernière grossesse, Kate Middleton serait de moins en moins populaire. Son nouveau conseiller en image veut ainsi lui donner une image plus douce, d'une femme simple et sympathique. Un changement de cap au niveau de sa communication qui a redonné le sourire à Kate Middleton. Par exemple, lors de sa dernière sortie officielle, en visite à l'école Alperton de Wembley, elle est apparue quasiment hilare. Sublime en robe verte de la marque Eponine London, la duchesse a pris le temps de discuter avec des élèves, à l'occasion de la semaine de la santé mentale des enfants.

## 72 ans d'études et une conclusion

## Le bonheur, c'est les autres

Une étude menée par des chercheurs américains révèle que le bonheur tient aux relations avec les autres, et plus particulièrement à celles partagées avec ses parents pendant l'enfance.

Selon le célèbre dicton, l'argent ne fait pas le bonheur. Mais alors, où faut-il chercher le secret de l'épanouissement ? Des chercheurs d'Harvard se sont penchés sur la question pendant plusieurs dizaines d'années pour arriver à une conclusion que les sciences sociales ont souvent avancé : un environnement chaleureux et stable durant l'enfance est l'ingrédient crucial d'une vie épanouie.

Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs d'Harvard se sont relayés pour suivre pendant près de 75 ans 268 hommes admis à l'université d'Harvard à la fin des années 1930 et ayant traversé des expériences aussi diverses que la guerre, la vie professionnelle, le mariage, le divorce, les enfants, les petits-enfants, la vieillesse, l'alcoolisme, la dépression et tout ce que la vie peut réserver de bonnes et mauvaises surprises. Cette entreprise, plus connue sous le nom d'Étude Grant, du nom de son fondateur William T. Grant, propriétaire de la chaîne de magasins américains "25 Cent", est l'une des plus célèbres "études longitudinales" en sciences sociales au 20e siècle. Parmi les 268 hommes étudiants d'Harvard retenus pour participer à l'étude à l'époque, on trouve d'ailleurs John F. Kennedy mais également Benjamin Bradlee, rédacteur en chef du Washington Post de 1965 à 1991 qui a notamment soutenu le travail de Bob Woodward et Carl Bernstein pendant le scandale du Watergate.

Les caractéristiques psychologiques, anthropologiques mais également physiques, en passant de la taille du scrotum, au QI, aux signes d'alcoolisme ou encore aux relations familiales, ont donc été étudiées pour déterminer quels sont les facteurs qui contribuent le plus à l'épanouissement des hommes. Il s'agit donc de véritables tranches de vies recensées par cette entreprise comme l'explique dans une interview George Vaillant, psychiatre qui dirigea l'étude dès l'année 1966 et ce pendant plus de trente ans. Dans *Triumphs of Experience* (Triumphes



de l'expérience), George Vaillant révèle quelles sont les principales découvertes de l'étude. Et étonnamment, l'argent n'arrive pas en tête position des facteurs menant à une vie épanouie. Non, le principal point pour trouver le bonheur passe en fait par les relations bâties avec les autres et plus particulièrement avec ses parents pendant l'enfance.

George Vaillant revient en effet constamment au lien entre les relations que les hommes de l'étude Grant ont établi avec leurs parents, leurs femmes et le bonheur de toute une vie. Il montre ainsi que les 58 hommes qui ont le plus mauvais score pour les "relations intimes" obtiennent en moyenne 141 000 dollars de plus annuellement au pic de leur salaire, soit entre 55 et 60 ans, que les 31 participants qui ont le plus mauvais score pour le critère "relations intimes". Selon le chercheur, tout n'est en fait qu'histoire de relations.

Cette étude sans précédent montre ainsi par exemple que les hommes qui ont eu de bonnes relations avec leur mère lorsqu'ils étaient enfant gagnent en moyenne 87 000 dollars de plus par an que les hommes délaissés par leur maman. De même, ces derniers ont plus tendance à

développer des signes de démence lorsqu'ils sont âgés. L'étude associe également efficacité dans les dernières années de travail et bonnes relations avec sa mère à l'adolescence. Selon l'auteur de *Triumphs of Experience*, une enfance heureuse est le meilleur facteur pour prédire la richesse du milieu et de la fin d'une vie. "Nous avons découvert que le bonheur à l'âge de 70 ans et plus n'était pas lié à la classe sociale des parents ni même à ses propres revenus. Non, ce à quoi le bonheur était intimement lié était à la chaleur de l'environnement familial pendant l'enfance" assure ainsi George Vaillant. Le chercheur indique également qu'il est très important pour réussir sa vie de faire l'expérience d'une relation intime et stable pendant au moins dix ans, mais également de développer une ouverture à l'autre tout en faisant profiter de son expérience la prochaine génération. Les relations, toujours les relations...

Et George Vaillant d'expliquer que "les 75 années passées et les 20 millions de dollars dépensés dans l'étude permettent d'arriver à une simple conclusion de quelques mots : le bonheur, c'est l'amour. Point final."

## BON à savoir Le vertige

Il n'est pas nécessairement facile de faire la différence entre un vertige et un étourdissement. Le vertige est la sensation d'un mouvement circulaire, l'impression que l'on tourne ou que notre environnement tourne autour de nous, (comme si on était dans un manège).

Par contre, l'étourdissement est l'impression que le plancher est instable et que l'on va tomber (comme si on était debout dans une chaloupe). Les vertiges peuvent être un des symptômes de plusieurs maladies, mais ils sont habituellement causés par un dommage bénin au niveau de l'oreille interne, là où se trouve le circuit de l'équilibre. Et dans 80% à 90% des cas, ce dommage résulte de maladies de l'oreille interne. En général, les vertiges sont soudains, peuvent se répéter plusieurs fois par jour et s'accompagnent de nausées, parfois de vomissements, de pertes d'équilibre et de chutes. Dans les cas de maladies de l'oreille, une diminution de l'ouïe, une douleur ou des bourdonnements dans l'oreille peuvent aussi se manifester.



**Les DÉBATS**  
Quotidien national  
d'information  
Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

## Ligue 2 Mobilis (21e journée) Le WAT nouveau Dauphin, le MCEE sur le podium

■ Le WA Tlemcen s'est emparé de la deuxième place au classement général de la Ligue 2 Mobilis de football, en battant l'ES Motaganem (2-1) dans le derby de l'Ouest, disputé samedi pour le compte de la 21e journée, au moment où le MC El Eulma a renversé le RC Relizane (2-1), alors que le mal classé RC Kouba s'est contenté d'un nul (1-1) chez le MC Saïda. Les Zianides ont fait la différence d'entrée de jeu, grâce à Benharoun (3') et Belhamri (17'), alors que l'ESM, qui pourtant évoluait sur son propre terrain, a attendu la 81' pour sauver l'honneur, grâce à Madouni. Un précieux succès en déplacement, qui permet au WAT de prendre la deuxième place au classement général, avec 37 points, au moment où l'ESM régresse à la 11e place, avec seulement 27 unités au compteur. De son côté, le MC El Eulma a commencé par être mené à domicile, en concédant l'ouverture du score devant Kouriba (68'), avant de se ressaisir et de renverser le RCR en l'espace de seulement trois minutes. En effet, après l'égalisation de Djahel (74'), le MCEE n'a pas mis longtemps avant de doubler la mise par Keffi (77'), se hissant par la même occasion sur le troisième marche du podium, avec 35 points, alors que le RCR reste scotché à la 6e place, avec 33 unités au compteur. Pour sa part, le mal classé RC Kouba a frôlé l'exploit chez le MC Saïda, car ayant commencé par mener au score, avant de concéder l'égalisation. Ce sont en effet les Vert et Blanc qui ont trouvé le chemin des filets en premiers, grâce à Mamache (37'), mais à force d'insister, les locaux ont réussi à arracher l'égalisation au retour des vestiaires, par l'intermédiaire de Bekhouche (48'). Un nul au goût de défaite pour le Raed, car ce résultat le maintient à l'avant-dernière place du classement général, avec 17 points, soit avec quatre longueurs de retard sur l'actuel premier non relégable, l'USM El Harrach, qui la veille s'était neutralisé à domicile avec l'autre mal classé, l'ASM Oran (0-0). Un résultat qui, là-encore, n'arrange aucune des deux équipes, car elles restent coincées dans les abysses du classement général, avec 21 points pour les Harrachis (13es), et seulement 18 pour les Asémistes (14es). Le bal de cette 21e journée a été ouvert la veille, avec le déroulement des cinq premiers matchs inscrits à son programme, et c'est le leader NC Magra qui en a été l'un des principaux bénéficiaires. Les Bleu et Blanc avaient dominé en effet leur ancien dauphin, l'ASO Chlef, (2-1) dans le match au sommet de cette 21e journée, prenant ainsi le large en tête du classement, avec 39 points. Les autres meilleures opérations de cette journée sont à l'actif de la JSM Béjaïa et de l'US Biskra, auteurs de victoires importantes, particulièrement l'USB, qui a ramené un précieux succès de son déplacement chez la lanterne rouge, l'USM Blida (1-3). Pour sa part, la JSMB a dominé l'Amel Boussaâda (3-2), grâce à Zamoum (12'), Benmessaoud (40') et Ghanem sur penalty (70'), alors que les visiteurs avaient trouvé le chemin des filets par l'intermédiaire de Touil (29') et Baâli (72'). Un succès difficile, mais qui conserve son pesant d'or pour le club de Yemma Gouraya, désormais sixième, avec 33 unités, alors que l'Amel Boussaâda stagne à la 10e place, avec 28 unités. Enfin, la JSM Skikda a difficilement disposé de l'USM Annaba (2-1), grâce à Khennab (7') et Amrane (19'), alors que Boucif avait réduit l'écart pour les Tuniques-Rouges (72'). La fin de match a été particulièrement difficile pour la JSMS, car les Annabis avaient réussi un retour tonitruant dans ce match, qu'ils ont cependant terminé à neuf contre onze, suite à l'exclusion de deux de leurs joueurs. Une supériorité numérique qui a considérablement soulagé l'équipe locale, ayant préservé le score de deux buts à un jusqu'au coup de sifflet final. Grâce à cette précieuse victoire, la JSMS s'est hissée à la 9e place du classement général, avec 29 points, au moment où l'USMA recule à la 8e place, avec 30 unités.

Equipe nationale

# Naïdji sera convoqué



**D**es sources proches du sélectionneur national, Djamel Belmadi, ont indiqué que l'attaquant de la formation du Paradou AC, Zakaria Naïdji, qui est buteur de la Ligue 1 mobilis, avec 16 buts aura sa chance pour éventuellement postuler à une place dans le groupe qui par-

ticipera à la CAN 2019 au Caire. En effet, le coach des Verts a indiqué à ses proches que ce jeune joueur l'intéressait et qu'il le suivait régulièrement, lui qui a déjà eu à superviser cet élément en suivant certains matchs du PAC. Ainsi, donc, le joueur sera appelé lors du prochain stage de la sélection nationale et aura l'oc-

casional de démontrer son talent surtout s'il participe au match amical face à la Tunisie. L'essentiel pour ce joueur est de montrer qu'il peut jouer avec les Verts et décrocher une place dans le groupe qui participera au tournoi africain qui aura lieu en Egypte au mois de juin prochain. Belmadi n'a pas, en tout cas,

d'autres choix et se doit de chercher une doublure en attaque pour Bounedjah surtout avec la situation difficile dans laquelle se trouve l'avant centre des Verts et l'un des meilleurs buteurs de l'histoire de l'EN, Islam Slimani, qui ne joue pas régulièrement avec son club turc, Besiktas Istanbul. Il y a aussi la blessure de Soudani qui n'est pas faite pour arranger les choses, surtout que ce dernier est absent des terrains pour une longue période. Tout cela augmentera donc les chances de ce joueur, à savoir, Naïdji, qui pourra donc prétendre à une place dans le groupe des 23 qui participeront à la CAN dans l'espoir de briller là bas et ensuite décrocher un contrat professionnel à l'étranger. Par ailleurs, Naïdji est à quelques buts du record établi par Hadj Adlène lors de la saison 94/95 où il avait marqué 23 buts dans une seule année. Il tentera donc de se donner à fond pour aller loin et inscrire un maximum de buts pour terminer à la tête des buteurs du championnat national, ce qui reste dans ses cordes avec le nombre de matchs qui lui restent à jouer avec son club pour le compte de la Ligue 1 Mobilis.

Imad M.

## FASM

## Benhamiche : "Eclaircir les choses sera ma première mission"

■ Le nouveau président de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM), Karim Benhamiche a annoncé samedi à Alger que sa "première mission" en tant que nouvel homme fort de l'instance consistera à "éclaircir les ambiguïtés" relevée dans la gestion de son prédécesseur, Amir Benamar, particulièrement sur le plan financier. Benamar avait dirigé la FASM par intérim suite au décès tragique de l'ancien président, Chihab Bahloul, qui avait succombé

à une crise cardiaque. Mais sa gestion n'a pas été exempte de tout reproche, ce qui a d'ailleurs contraint les membres de l'Assemblée générale à rejeter ses bilans moral et financier pour l'année 2018. Les dettes de l'instance ont été évaluées, en effet, à 1.9 milliard de centimes, ce qui constitue une première pour l'instance depuis sa création. D'où d'ailleurs la réaction des membres de l'Assemblée, qui dès la fin de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) avaient

demandé l'ouverture d'une enquête à ce propos. "La Fédération usera de tous les moyens légaux pour mettre au clair ce qui a été fait par nos prédécesseurs, et elle soutiendra le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dans les investigations qu'il mènera dans ce sens" a ajouté Benhamiche, intronisé samedi à la tête de la FASM, à l'issue de l'Assemblée électorale de l'instance, tenue au Centre de regroupement des élites sportives à Souidania.

## Ligue 1 Mobilis (21e journée)

## 7 points d'avance pour l'USMA

■ L'USM Alger, vainqueur de l'USM Bel Abbes (1-0) samedi à domicile a consolidé sa place de leader en prenant un avantage de sept points sur son plus proche poursuivant, la JS Kabylie tenue en échec par le MC Alger (1-1) lors de la 21e journée de Ligue 1 Mobilis marquée également par les succès en déplacement de Paradou AC à Oran contre le MCO (2-0) et du CR Belouizdad contre l'O Médéa (1-0) dans le match pour le maintien. Un but de Meziane à la 23e minute a permis aux Rouge et Noir de remporter un précieux succès et surtout de prendre le large en tête de classement avec sept longueurs d'avance sur son dauphin la JS Kabylie accrochée sur sa pelouse par une coriace équipe du MC Alger (1-1). Le club algérois humilié au match aller à

Alger (0-5) et jouant à 10 depuis la 30e minute avec l'expulsion de l'autre malien du MCA, Dieng, s'est permis le luxe de mener au score grâce à son nouvel attaquant Frioui (44e). En 2e mi-temps, le Malgache Amada, a loupé un penalty (60e) manquant l'occasion de doubler la marque. Mais la JSK follement encouragée par son public réussira à niveler le score à la 67e minute par Saddou d'une belle tête. La bonne opération de la journée est à mettre à l'actif de Paradou AC qui est allé battre le MC Oran (2-0) grâce à un doublé de Zakaria Naïdji, auteur de 15 buts jusque-là, et qui a placé son équipe sur la 3e marche du podium avec 33 pts, tout en enfonçant les "Hamraouas" dans la crise en occupant une modeste 10e place (24 pts) mais en

jouant tous ses matches par rapport à ses poursuivants au classement général. L'autre exploit de cette journée est à mettre à l'actif du CR Belouizdad qui est allé damer le pion sur le terrain de l'O Médéa, dans un match à six points. Inscrivant un but dès la 6e minute par Amir Sayoud (sur penalty), la formation de Abdelkader Amrani a résisté jusqu'à la fin de la partie, tirant profit de l'expulsion du Malien Dembelé Massire de l'OM. Les gars de "Laquiba" se sont beaucoup rapprochés du groupe de "relégables", alors qu'il reste encore 9 journées à tirer. Ils partagent la 15e place avec l'USMBA (19 points) mais les Algérois comptent un match en moins. De son côté, le DRB Tadjanet, qui allait deux heures plus tard, grimper à la

12e place avec 21 pts, à la faveur de sa victoire sur l'ES Sétif (2-0) et un match en retard à jouer face au CRB Quand au club sétifien, il continue de manger son pain noir, avec cette nouvelle défaite. L'arrivée du nouveau coach Nabil Neghiz remplaçant au pied levé, Noureddine Zekri parti en Arabie Saoudite, n'a pas provoqué le déclin escompté. Il reste à la 6e place avec 27 points, une position en mesure d'hypothéquer ses chances pour une éventuelle participation à une compétition internationale. Vendredi, le champion d'Algérie en titre le CS Constantine, s'est contenté d'un nul (0-0) sur son terrain devant l'AS Ain-M'lila (0-0) qui a mis fin à la série de 12 victoires de rang (toutes compétitions confondues) des Constantinois.



Mouvement des «gilets jaunes»

## Macron souhaite organiser un référendum

Le président Emmanuel Macron a laissé entendre samedi qu'il pourrait organiser un référendum, pour la première fois depuis 14 ans en France, dans le but de convaincre le mouvement des «gilets jaunes» de surseoir à ses revendications.

«A un moment donné je serai peut-être amené à demander à nos concitoyens s'ils (sont d'accord) sur telle ou telle chose», a-t-il indiqué, sous-entendant que la date dudit référendum pourrait se tenir le 26 mai prochain, soit le jour de la tenue des élections européennes. L'ancien président, Jacques Chirac, avait lui aussi organisé en 2005 un référendum sur un projet relatif à la Constitution européenne. Chirac avait cependant essuyé un franc échec. La démarche de Macron n'a pas échappé aux critiques des analystes et des observateurs de la scène nationale française.

«On tente un peu le tout pour le tout. C'est une façon d'essayer de sortir de la crise au risque d'être plongé dans une crise encore plus grave», note Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste et professeur de droit public à l'Université de Lille.

Le mouvement des gilets jaunes né au mois de novembre dernier suite à la hausse des prix des carburants ne veut pas s'estamper. Bien au contraire, ses revendications ont évolué au fil des jours pour devenir des revendications plutôt politiques.

Emmanuel Macron qui s'est retrouvé dos au mur et surpris par l'ampleur dudit mouvement a pris de nombreuses mesures. En plus de la révision du salaire de certaines catégories d'employés, il a lancé un débat national avec les citoyens.

La réaction de Macron a été accueillie avec enthousiasme par certains français et taxée de tardive et de populiste par d'autres. Le mouvement des «Gilets jaunes» devenu continue en effet d'organiser des manifestations chaque samedi à Paris.

Bangladesh

## Saisie record de drogue

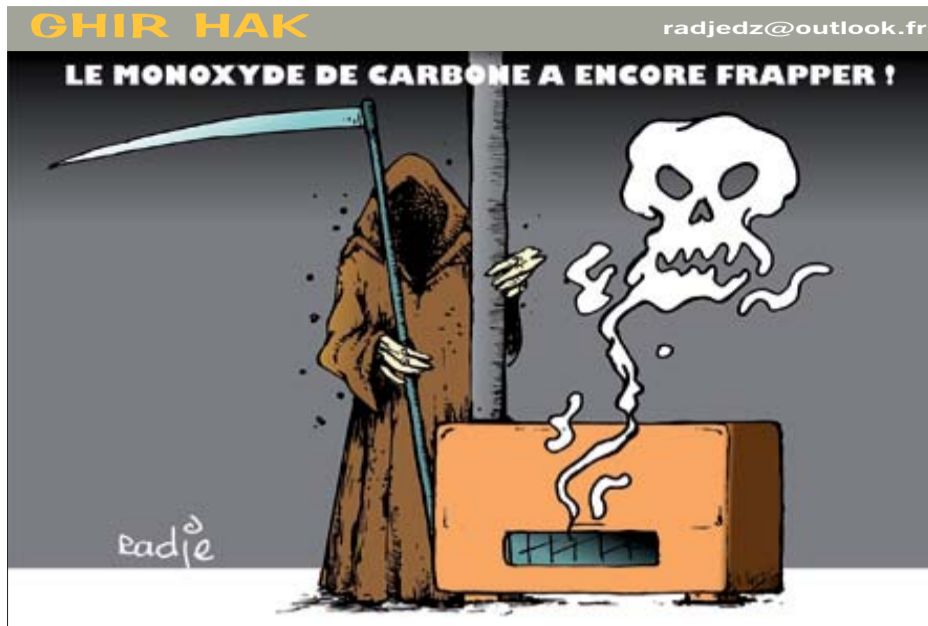
Le Bangladesh a saisi un nombre record de 53 millions de cachets de méthamphétamine en 2018 tandis que près de 300 trafiquants présumés ont été tués dans le cadre d'une campagne antidrogue, ont annoncé les autorités dimanche.

Selon le département du contrôle des stupéfiants, les pilules très addictives connues sous leur nom thaïlandais, «yaba», c'est-à-dire «la drogue qui rend fou», ont été saisies à travers tout le Bangladesh. «C'est la plus grosse quantité saisie en un an», a déclaré Bazlur Rahman, directeur adjoint du service.

Un autre responsable Masum-e-Rabbani a jugé que la campagne lancée en mai avait des résultats «positifs», déclarant que les ventes et la consommation de yaba avaient reculé.

Près de 300 suspects ont été tués par les forces de sécurité et 25 000 personnes ont été arrêtées, a-t-il ajouté. Les autorités font valoir que les quantités saisies sont la preuve de l'efficacité de la campagne antidrogue, les défenseurs des droits disant au contraire que ce record montre que le nombre de morts n'a pas eu d'impact sur le trafic.

H. M.



Lutte contre la criminalité

## 92 orpailleurs interceptés dans le sud du pays



Quatre-vingt-douze orpailleurs ont été interceptés samedi dans des opérations distinctes, menées à Tamanrasset, In Guezzam et Djanet, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi 22 détecteurs de métaux et d'autres objets, indique hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée

nationale populaire, ont intercepté, le 9 février 2019, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, In Guezzam (6° RM) et Djanet (4° RM), 92 orpailleurs et saisi trois camions, quatre véhicules tout-terrain, 21 motos, 36 groupes électrogènes, 18 marteaux-piqueurs, 22 détecteurs de métaux et autres objets», précise la même source.

Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a arrêté, à El Oued (4° RM), un contrebandier à bord d'un camion chargé de 36,890 tonnes de

blé tendre», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, à Tiaret (2° RM), trois individus en leur possession trois fusils de chasse et une quantité de munitions».

Et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des garde-côtes «ont déjoué, à Béni Saf (2° RM), une tentative d'immigration clandestine de 17 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale», rapporte également le communiqué.

Tizi Ouzou

## Des transporteurs privés des voyageurs contre le brevet professionnel

Des transporteurs privés de voyageurs ont enclenché hier un mouvement pour contester le brevet professionnel, a-t-on constaté.

La quasi totalité des transporteurs exerçant sur les différentes lignes urbaines et suburbaines de la wilaya ont répondu à l'appel à une journée de grève générale lancée par un collectif des transporteurs des voyageurs et initiée en collaboration avec le Collectif d'aide à la micro-entreprise et le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens. Par cet arrêt de travail, les grévistes ont tenu à protester contre le brevet professionnel exigé aux transporteurs qui doivent suivre une formation pour son obtention et qui entrerait en vigueur à

partir de cette année, a-t-on appris auprès des concernés.

Les stations de transport et les différentes gares intermédiaires de la wilaya ont été désertées par les transporteurs. De nombreux citoyens n'ont pas pu se déplacer alors que, dans certaines localités, notamment Tadmaït, Draâ Ben Khedda et Oued Aïssi, des citoyens ont pu voyager grâce au train, a-t-on également constaté.

L'entreprise publique de transport urbain de Tizi Ouzou assure la liaison entre les différents stations du chef-lieu.

Contactée par l'APS, la direction locale des transports n'était pas joignable en début de matinée.

## ACTU...

Une rixe à l'hôpital de Douéra

### Sept individus arrêtés

Sept personnes ont été arrêtées et 13 armes blanches saisies par les services de Sûreté de la wilaya d'Alger suite à une affaire de rixe et d'atteinte à l'ordre public au sein d'un Etablissement hospitalier public (service des urgences à l'hôpital de Douéra), ont indiqué les services de Sûreté dans un communiqué.

L'affaire, survenue il y a deux jours, a été traitée par les services de Sûreté de la circonscription administrative de Draria suite à un signalement sur une rixe survenue au niveau de l'hôpital de Douéra (Alger Ouest), a noté le communiqué. Les services de police se sont immédiatement rendus sur les lieux pour procéder à l'arrestation de sept suspects et à la saisie de 13 armes blanches, a ajouté la source.

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu le communiqué.

Intempéries

### Le corps du pompier disparu à Bouira, repêché

Le corps du pompier, Mohamed Achour, disparu après avoir été emporté par des eaux pluviales à la cité des 250 Logements de la ville de Bouira, a été retrouvé et repêché hier, par les éléments de la Protection civile après plus de 15 jours de recherches, a indiqué à l'APS, le directeur de la Protection civile de Bouira, le colonel Khelifa Moulay. «Le corps du pompier disparu Mohamed Achour a été retrouvé ce matin (hier à 10h)», a précisé le colonel Khelifa.

Selon les détails fournis par le chargé de la communication de la direction générale de la Protection civile (Dgpc), le capitaine Nassim Bernaoui, le corps de l'agent de la Protection civile a été retrouvé au niveau du déversoir d'Oued D'hous à la sortie sud de la ville de Bouira et ce, après plus de 15 jours de recherches lancées par près de 1 000 agents de la Protection civiles, dont des plongeurs et des équipes cynotechniques. «Le corps a été repêché et transféré à l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf de la ville», a indiqué le capitaine Bernaoui à l'APS.

Médéa

### Secousse tellurique de 3,1 degrés à Tablat

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,1 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 5h24 à Tablat dans la wilaya de Médéa, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 10 km au sud-est de Tablat, précise la même source.